

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Conditions et buts de l'unité syndicale internationale (Albert Treint). — Documents sur le V^e Congrès de l'Internationale Communiste : Discours de clôture de Zinoviev sur le rapport de l'Exécutif (fin) ; Rapport de Manouïlsky sur la question nationale et coloniale ; Résolution

sur le rapport du C. E. de l'I. C. — L'impérialisme français avant et après la guerre (J. Duplex). — L'assainissement de la Hongrie (E. Landler). — La première organisation des bolchéviks pour la préparation de l'insurrection armée (Posner). — Dans la Russie des Soviets.

Conditions et Buts de l'Unité Syndicale Internationale

Renouveau des illusions démocratiques

L'accession au pouvoir des travaillistes en Angleterre et du Bloc des Gauches en France marque un renouveau des illusions pacifistes et démocratiques des masses travailleuses et du prolétariat. Les impérialismes rivaux de Londres et de Paris, les capitalismes adversaires de Paris et de Berlin ont cessé de se heurter avec brutalité.

Les Etats-Unis sont les créanciers de toute l'Europe. Ils regorgent d'or, à tel point que le dollar-papier fait prime sur le dollar-or. L'industrie américaine ne peut pas exporter suffisamment dans une Europe aux changes dépréciés. L'industrie métallurgique, par exemple, travaille à 50 % de sa capacité productrice, et supporte les mêmes frais généraux que si elle travaillait à plein rendement. D'où la cherté des produits industriels qui, par suite, ne trouvent pas de débouchés suffisants à l'intérieur. D'autant plus que le change élevé, en gênant l'exportation des produits agricoles, réduit considérablement la puissance d'achat des fermiers, en les obligeant à écouler leurs produits à des prix avilis sur le marché intérieur.

Cette disproportion entre les prix des produits industriels et les prix des produits agricoles détermine, dans toute l'économie américaine, une crise formidable qui a trouvé son expression politique dans la création du troisième parti du sénateur La Folette. Ce parti tente de grouper les mécontents de la petite bourgeoisie citadine et rurale et de lutter contre la crise dans les limites du régime capitaliste.

L'Amérique connaît aussi la crise « des ciseaux ». Elle ne la résoudra pas aussi facilement que la Russie.

Il n'y a qu'une issue pour le capital financier américain, détenteur de monopoles qui dominent la totalité de l'industrie des Etats-Unis. C'est de pratiquer en grand l'exportation de ses capitaux dans le monde entier, y compris l'Europe.

L'impérialisme américain a besoin d'un minimum de sécurité pour ses capitaux à exporter. Coloniser à coups de dollars l'Europe d'il y a quelques mois, c'était coloniser un volcan prêt à faire éruption.

C'est pourquoi la finance américaine a travaillé à la détente européenne en utilisant sa position de créancière.

La Conférence interalliée de Londres a marqué le point culminant de ce travail. Sous Poincaré, l'impérialisme français, sorti de la guerre avec une suprématie militaire formidable, jouissant d'un équilibre économique réel, quoique instable et provisoire, avait réussi à jouer un rôle indépendant et agressif qui mettait à chaque instant la paix en danger. La maîtrise française de la Ruhr, intolérable pour l'Allemagne, inacceptable pour l'industrie anglaise, menait tout droit à la préparation immédiate d'une guerre entre la France et les Anglo-britanniques.

L'offensive anglo-américaine contre le franc en mars dernier, l'obligation pour Poincaré de s'agenouiller, pour enrayer la chute catastrophique du change français, devant la banque Morgan, la dictature de la finance américaine entrevue à travers quelques éclairs de la Conférence de Londres qui ont illuminé l'obscurité des coulisses diplomatiques, ont contraint Herriot, représentant des intérêts de l'impérialisme français à conclure un compromis avec les capitalismes d'Angleterre et d'Allemagne. La Conférence de Londres semble avoir trouvé le chemin de mettre en œuvre le plan Dawes. La détente européenne a été réalisée. Le dollar peut s'aventurer en Europe pour la coloniser.

La signification réelle de ces événements échappe encore aux masses travailleuses politiquement arriérées et trompées par les chefs réformistes d'Amsterdam et de la II^e Internationale. Ces chefs ont rendu le plus grand service à la bourgeoisie internationale en recouvrant d'un camouflage ouvrier la tentative du capitalisme international d'échapper aux conséquences de la guerre et de se raffermir aux dépens de la classe ouvrière d'Allemagne, d'Europe et du monde.

La détente diplomatique en Europe a donné aux masses travailleuses l'illusion qu'elles peuvent maintenir la paix à l'intérieur du régime capitaliste.

L'influence apparente des chefs réformistes sur le capitalisme qui transige en paroles avec les lea-

ders d'Amsterdam et de la 2^e Internationale donne de nouveau à ces masses travailleuses une croyance illusoire dans la démocratie bourgeoise.

Les social-démocrates allemands ont réussi à persuader aux classes moyennes et à une partie du prolétariat d'outre-Rhin que le plan Dawes est une issue pour sortir de la misère.

Nos social-démocrates ont parallèlement persuadé une partie importante des travailleurs français que, les réparations étant ainsi payées par l'Allemagne, la population laborieuse de notre pays y trouverait son compte.

Le gouvernement travailliste anglais réussit à se maintenir dans la confiance d'un trop grand nombre de travailleurs britanniques.

Nous vivons bel et bien dans une période caractérisée par la renaissance des illusions pacifistes et démocratiques.

La bourgeoisie a besoin de la scission syndicale

Naturellement, les illusions finiront par se dissiper.

Sur la base du compromis inter-capitaliste qui vient d'être conclu, les rivalités capitalistes continueront à se développer. Rivalité anglo-britannique en Orient et pour la maîtrise de la Ruhr. Rivalité industrielle anglo-allemande et franco-allemande. Rivalité anglo-américaine pour le pétrole, qui assurera la maîtrise des mers. Rivalité pour le partage économique et politique de la Chine. Si la guerre a fauché des millions de vies humaines, dévasté de riches provinces, détruit le travail accumulé de nombreuses générations, appauvri les réserves de matières premières et de produits fabriqués du monde entier, elle a, en obligeant à produire pour satisfaire aux besoins normaux de la paix, accru les besoins destructeurs des armées ; elle a surdéveloppé, dans chaque grande nation, l'appareil industriel de production.

Chaque impérialisme doit trouver des débouchés ou traverser de terribles crises économiques. Il s'agit de savoir aux dépens de quel impérialisme se résoudra la contradiction créée par la coexistence d'un appareil mondial de production surdéveloppé et de la puissance consommatrice diminuée des masses travailleuses.

En régime capitaliste, il n'y a, évidemment, pas d'autre moyen que la force pour résoudre cette question. Sur un rythme accéléré, malgré de provisoires détentes, le monde capitaliste marche à la guerre impérialiste. Il s'y prépare. La course aux armements plus acharnés qu'avant 1914 le prouve avec évidence.

Pour sauver immédiatement ses profits menacés par les crises consécutives à la guerre, chaque capitalisme doit se livrer à une âpre offensive contre la classe ouvrière.

Le prolétariat doit se soumettre à un régime de baigne industriel : longues journées de travail pour des salaires diminués, afin que MM. les capitalistes ne supportent pas les conséquences économiques de leur guerre.

Là-dessus, les capitalistes rivaux sont d'accord et, pour cela, ils savent s'allier contre la classe ouvrière.

L'offensive capitaliste, en diminuant encore la capacité de consommation des masses travailleuses, n'est qu'un expédient, qui permet de gagner du temps, il est vrai, mais qui, dans l'ensemble, aggrave les contradictions internes qui rongent le capitalisme. Plus le marché intérieur se rétrécit, plus vite il faut trouver des débouchés à l'exté-

rieur, et plus vite devient âpre la lutte pour la vie entre les impérialismes rivaux.

Les capitalismes adversaires s'allient néanmoins dans une offensive antiproletarienne commune, car chacun espère vaincre son rival capitaliste et rester le seul à profiter de la victoire commune obtenue contre la classe ouvrière.

La grande bourgeoisie sait tout cela. Elle sait que, sous son régime, pacifisme et démocratie ne sont que des illusions.

Mais chaque capitalisme a besoin d'entretenir ces illusions. Quand on ne peut plus mater le prolétariat par la terreur blanche, il faut lui passer sous le nez l'éponge chloroformée.

Pacifisme et démocratie endorment la classe ouvrière et l'empêchent de s'unir et de s'organiser pour résister à l'offensive capitaliste et à la préparation de la guerre impérialiste.

La bourgeoisie sait que l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge dénoncent sans cesse les illusions réformistes, pacifistes et démocratiques devant les travailleurs.

Pour maintenir ces illusions au sein d'une partie suffisamment importante de la classe ouvrière, la bourgeoisie a besoin de séparer celle-ci de son avant-garde et de maintenir ou de provoquer la scission syndicale.

Les communistes et l'I. S. R. contre les laquais scissionnistes d'Amsterdam

Il ne faut pas s'étonner que les leaders d'Amsterdam, serviteurs de la bourgeoisie, pratiquent plus que jamais une politique favorable aux intérêts de leurs maîtres.

L'activité scissionniste d'Amsterdam n'est pas à démontrer ici.

Dans les pays où l'unité syndicale existe encore, les chefs réformistes excluent, sous prétexte de discipline, les communistes et les syndiqués révolutionnaires les plus actifs.

Dans les pays où la scission existe, les chefs réformistes se refusent à la reconstitution de l'unité en répondant à nos propositions : « Refaites d'abord l'unité internationale que vous avez rompue en créant l'I. S. R. » Naturellement, les chefs d'Amsterdam passent sous silence que les responsables de la scission sont ceux qui ont livré le mouvement syndical à la bourgeoisie par la participation à la Conférence de Washington et par l'asservissement au Bureau International du Travail, organe de la Société gouvernementale des Nations capitalistes. L'I. S. R., lien révolutionnaire unissant les syndiqués restés fidèles à la lutte des classes, tout en poursuivant une politique unitaire, a dû grouper les organisations syndicales exclues ou chassées par Amsterdam.

Il n'en reste pas moins que, par leurs menaces d'exclusion, là où l'unité existe encore, et par leurs mensonges rendus plus efficaces là où la scission réalisée a rompu le contact du prolétariat syndicalement arriéré avec les syndiqués révolutionnaires, les chefs d'Amsterdam ont réussi à obtenir une cristallisation des forces réformistes et des forces révolutionnaires, un certain équilibre entre ces forces.

Cet équilibre ne peut être maintenu que grâce à la période d'illusions pacifistes-démocratiques qui caractérise le moment actuel.

Certainement, le moment viendra où les illusions se dissiperont. La faillite du réformisme syndical, de la social-démocratie, de la collaboration des classes finira par devenir éclatante.

Ce jour-là, les prolétaires viendront à nous et feront l'unité dans l'I. S. R. Mais devons-nous attendre passivement ce moment ?

Evidemment non !

Tant que dureront les illusions que nous travaillons sans cesse à détruire, nous devons manœuvrer pour rompre au profit de la Révolution l'équilibre des forces.

Il faut trouver un moyen pendant les six mois, les douze mois, les deux ans que va durer la période des illusions, de séparer de leurs chefs réformistes les ouvriers encore illusionnés par eux.

Il faut trouver une base pour opérer cette séparation. Cette base, c'est la base sur laquelle tout ouvrier syndiqué dans Amsterdam peut accepter de reconstituer l'unité et sur laquelle aucun chef d'Amsterdam, lié à la bourgeoisie, ne peut accepter de se placer durablement.

Manœuvre ?

Les chefs d'Amsterdam ne manqueront pas de crier que les communistes font une manœuvre déloyale.

Dans nos rangs communistes, j'ai entendu d'excellents camarades discuter de la manière la plus stérile pour savoir si nos offres de reconstituer l'unité syndicale internationale constituent ou non une manœuvre.

Manœuvre ? Oui et non !

Quand, à des conditions acceptables pour tout ouvrier syndiqué décidé à lutter pour se défendre contre la bourgeoisie, nous proposons l'unité syndicale à la classe ouvrière, nous faisons une offre sincère.

Mais nous savons que les chefs réformistes ne veulent à aucun prix l'unité syndicale internationale ; que partout ils travaillent à maintenir ou à provoquer la scission. Et cela, parce qu'ils sont liés à la bourgeoisie, intéressée à la scission syndicale. Quand nous faisons des propositions destinées à rendre cette vérité évidente aux yeux des ouvriers réformistes, nous manœuvrons contre les chefs réformistes.

Offre sincère aux ouvriers réformistes, manœuvre contre les chefs réformistes, telle est notre méthode. Est-ce notre faute, s'il existe un moyen tactique de séparer les ouvriers réformistes trompés, mais dévoués à leur classe, des chefs réformistes dévoués à la bourgeoisie et qui trompent le prolétariat ?

Manœuvre déloyale ? Déloyale envers qui ? Déloyale envers les chefs qui trahissent le prolétariat. Nous ne connaissons, nous, communistes, qu'une manière d'être loyal : c'est de dire et de prouver la vérité au prolétariat. C'est de manœuvrer et de combattre dans l'intérêt du prolétariat. Et cela quels que soient les sacrifices et les dangers.

Les conditions de l'unité

Pour que notre offre d'unité soit sincère vis-à-vis de la classe ouvrière et pour que notre manœuvre soit efficace contre les chefs réformistes dans la période où nous sommes, nous devons résoudre cette question :

Quel est le minimum de conditions acceptables pour tout ouvrier d'Amsterdam qui veut lutter contre la bourgeoisie et inacceptable pour tout leader d'Amsterdam, qui sert en fait la bourgeoisie ?

N'oublions pas que le but de notre manœuvre contre Amsterdam, c'est, par une offre sincère d'unité aux ouvriers réformistes, de séparer ceux-ci de leurs chefs précisément dans la période où ils sont encore illusionnés par la phraséologie réformiste de leurs chefs. Pour être efficace, une

telle manœuvre doit être basée sur un certain minimalisme révolutionnaire.

Tout syndiqué sincère d'Amsterdam peut accepter :

1° De reconnaître la nécessité de la lutte des classes ;

2° De fusionner l'I. S. R. et Amsterdam par un Congrès mondial d'Unité ;

3° De proclamer l'égalité des droits de tous les syndiqués, qui peuvent s'organiser en tendances pour défendre leurs points de vue à l'intérieur de l'unité syndicale internationale reconstruite.

Liberté d'opinion sans remettre en question le principe de la lutte des classes, droit des tendances à s'organiser pour faire triompher leur point de vue, discipline selon la loi de la majorité dans la lutte contre la bourgeoisie ; tout ouvrier d'Amsterdam peut accepter de telles conditions, qui sont la condamnation de la politique d'exclusion pratiquée par les chefs d'Amsterdam ; tout ouvrier communiste qui a confiance dans le communisme peut accepter la lutte sur le terrain de la démocratie entre ouvriers.

Lénine a montré, dans son livre : *La Révolution prolétarienne*, que la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie est parfaitement compatible, en dehors de la phase aiguë de la lutte violente, avec le fonctionnement de la démocratie à l'intérieur de la classe qui exerce sa dictature.

Il est bien évident qu'aucun leader d'Amsterdam serviteur de la bourgeoisie, ne peut accepter le droit pour les communistes et les syndiqués révolutionnaires de s'organiser en tendance. Les leaders d'Amsterdam savent par expérience que la tendance de l'I. S. R. finit toujours, quand elle opère librement, par conquérir la confiance de la majorité des syndiqués. C'est précisément quand ce phénomène menace de se produire, que ces Messieurs d'Amsterdam pratiquent les exclusions et poussent à la scission.

J'ai entendu des camarades objecter aux conditions de l'unité ainsi définies : « Il faut faire des conditions plus draconiennes, car Scheidemann est révolutionnaire en paroles. »

C'est précisément parce que Scheidemann est révolutionnaire en paroles qu'il faut le contraindre à se démasquer par des actes.

Scheidemann est révolutionnaire en paroles : il est pour l'unité en paroles. Mais quand les ouvriers, qui se laissent tromper par les paroles de Scheidemann, verront que Scheidemann prend en fait position contre nos propositions, cependant si acceptables, beaucoup d'entre eux se diront : « Tiens ! tiens ! pourquoi donc Scheidemann agit-il autrement qu'il ne parle ? pourquoi donc n'accepte-t-il pas ce que nous sommes prêts à accepter ? »

Tout ouvrier d'Amsterdam qui se dit cela est bien près d'ouvrir les yeux et de voir que Scheidemann refuse l'unité syndicale parce qu'il refuse le combat véritable contre la bourgeoisie.

Certes, les conditions d'unité définies plus haut ne séparent pas les ouvriers réformistes de leurs chefs, selon la ligne de démarcation du communisme.

Si cela était, cela voudrait dire que nous posons l'acceptation du communisme comme condition de l'unité syndicale, ce qui est évidemment, du point de vue marxiste, une absurdité.

En séparant les ouvriers réformistes de leurs chefs, nous facilitons seulement leur évolution vers le communisme, nous commençons notre travail de communistes dans les syndicats.

S'il faut être communistes pour être syndiqué, que signifie le travail communiste dans les syndicats ?

L'unité syndicale internationale est-elle possible ?

Dans la période d'illusions pacifistes et démocratiques où nous sommes, l'unité syndicale internationale est-elle possible sur la base des conditions que nous avons formulées ?

Je ne le crois pas.

Il faudrait, pour qu'elle soit possible, que nous puissions matériellement toucher tous les syndiqués d'Amsterdam. Les leaders réformistes disposent d'un appareil encore assez puissant pour isoler une partie de leurs troupes.

Nous arriverons vraisemblablement à ébranler en notre faveur de nouvelles couches d'ouvriers réformistes. C'est un résultat qui est loin d'être négligeable.

Si nous déterminons une poussée si puissante dans les masses d'Amsterdam que l'unité soit possible, il se pourrait que, sous la pression de leurs troupes, les leaders réformistes, dévoués à la bourgeoisie, se résignent, la mort dans l'âme. Mais ce serait pour saboter par l'intérieur, au bénéfice de la bourgeoisie, l'unité reconstituée. N'avons-nous pas vu, jusque dans nos partis communistes, des chefs opportunistes accepter les conditions les plus draconiennes, justement parce que leur opportunisme carriériste les incitait à rester parmi nous et à nous combattre de l'intérieur, à la grande satisfaction de l'ennemi capitaliste.

L'argument que l'unité avec les chefs réformistes pourrait, à la rigueur, se réaliser, et que cela serait fâcheux, ne vaut pas contre nos conditions d'unité. Ou bien nous faisons apparaître les leaders réformistes d'Amsterdam comme des saboteurs de l'unité, ou bien, à l'intérieur de l'unité reconstituée, nous pouvons dénoncer leurs trahisons sans qu'ils puissent recourir, comme par le passé, à l'exclusion. Et cela, non parce que les exclusions pour délit d'opinion auront été condamnées juridiquement, statutairement, mais parce que le courant déterminé par nous contre la politique d'exclusion aura été à la base de la reconstitution de l'unité.

Déviations

Dans la résolution adoptée par sa Conférence syndicale du 17 août, notre Parti frère allemand s'est placé, sans réserve, sur le terrain des décisions du V^e Congrès de l'I. C. et du III^e Congrès de l'I. S. R. La Centrale de notre parti frère combat vigoureusement dans les rangs du communisme allemand toute tentative de s'opposer à la politique de reconstitution de l'unité syndicale internationale.

Il y a eu des exclusions, et, vis-à-vis de Schumacher, nous espérons que la ferme politique de la Centrale du Parti allemand produira des effets salutaires.

Nous saluons la défaite de courants très dangereux, absolument étrangers au marxisme, qui s'étaient fait jour au Conseil National de Berlin et qui avaient même trouvé leur expression dans la résolution alors votée.

On ne peut pas, par exemple, admettre que nous posions comme condition de l'unité l'acceptation du programme de l'I. S. R.

Cette manière de conditionner l'unité constitue une politique de scission absolument contraire à toute la politique de l'I. S. R., en contradiction absolue avec le léninisme.

Faire de l'acceptation du programme de l'I. S. R. la condition de l'unité, c'est dire que partout, majorité ou minorité, nous devons nous séparer

organiquement des ouvriers syndiqués qui ne se placent pas encore sur la base de ce programme.

Inutile d'insister.

Rappelons simplement que, dans la *Maladie infantile*, Lénine prescrit aux communistes, traqués et brimés par les chefs jaunes, d'user de tous les artifices pour rester dans les syndicats et y défendre une politique syndicale pratiquement communiste, même si pour cela ils doivent cacher leur qualité de communistes.

Dans une de ses lettres qui précède immédiatement la Révolution d'Octobre, Lénine constate que la masse syndicale des cheminots et des postiers, qui, cependant, est pour les bolchéviks et pour la Révolution, a, néanmoins, à sa tête une bureaucratie syndicale réformiste qui la trahit. Et cependant Lénine ne prescrit pas la scission syndicale. (*Sur la Route de l'Insurrection*, p. 182 et 183, édition française. — *Lettre aux camarades*, 16 et 17 octobre.)

On ne peut pas non plus admettre que le maintien de l'I. S. R. soit posé comme condition de l'unité.

Nous sommes contre la liquidation de l'I. S. R. avant la fusion d'Amsterdam et de l'I. S. R.

Nous sommes pour l'organisation en tendance des syndiqués révolutionnaires dans l'Internationale, résultat de la fusion.

Mais on ne peut sérieusement parler de fusion et poser comme condition de cette fusion la persistance d'une internationale syndicale organiquement indépendante de la Nouvelle Internationale Syndicale Unifiée.

Quoique moins dangereuse, la tendance à poser comme condition de l'unité internationale l'acceptation d'un programme concret de revendications immédiates constitue une erreur tactique évidente.

Comment baser l'unité organique durable, permanente, sur un programme variable, bon dans la situation d'aujourd'hui, peut-être insuffisant demain ?

Si ce programme devient insuffisant demain, ne voit-on pas que les réformistes, lorsque nous en proposerons un autre, crieront que nous ne respectons pas les conditions d'unité posées par nous-mêmes. A quoi bon donner cette arme aux chefs réformistes, qui s'en serviront pour jeter le trouble dans le mouvement syndical sur une question de pure forme ?

A notre programme, les chefs réformistes en opposeront un autre, et nous embrouillerons la question de l'unité en la mêlant à une autre question : A quelles conditions faisons-nous l'unité ? C'est une question. Dans l'unité syndicale, comme en dehors d'elle, quel programme défendons-nous ? Pour quel programme proposons-nous au prolétariat de lutter ? C'est une tout autre question.

Certes, nous devons sans cesse, dans notre campagne d'unité, montrer que, si tous les ouvriers étaient organisés dans les mêmes syndicats, le prolétariat serait plus fort pour faire triompher notre programme.

Certes, nous devons dire pour quels buts nous militerons et combattrons au sein de l'unité, comme partout. Et ces buts ne sauraient être limités à un programme de revendication immédiates.

Mais nous ne devons pas tout brouiller et confondre les conditions de l'unité avec les buts que nous poursuivons ; buts dont l'unité syndicale internationale ne constitue que l'un des moyens, l'un des moyens le plus puissant, il faut le reconnaître.

Nous ne luttons pas seulement pour les huit

heures, pour les salaires élevés ; contre la guerre impérialiste et contre le plan des Experts. Par delà ces luttes, nous préparons, au syndicat comme partout, la bataille révolutionnaire pour l'instauration de la dictature du prolétariat.

Pourquoi nous enfermer nous-mêmes dans des conditions étroites ou basant l'unité sur un programme de revendications transitoires ?

Pourquoi diminuer ainsi notre liberté de manœuvre contre les chefs réformistes et contre la bourgeoisie ?

Nous posons, aux chefs réformistes, le *minimum de conditions* à l'unité syndicale internationale pour avoir contre eux, par leur refus ou par leur acceptation de notre liberté de tendance, le *maximum de liberté pour dénoncer toutes les trahisons qu'ils commettent*.

D'ailleurs, qu'est-ce que c'est que baser l'unité organique avec les réformistes sur un programme de revendications immédiates et partielles dans lequel on s'enferme avec eux sans pouvoir en sortir pour préparer et faire la Révolution ?

C'est du brandlerisme tout pur.

Brandler a fait l'unité organique avec les social-démocrates de gauche dans les cadres du parlementarisme saxon sur un programme de revendications immédiates.

C'est assez d'un Chemnitz préparé par la voie ministérielle ; ne préparons pas un autre Chemnitz par la voie syndicale.

Il est curieux, mais inadmissible de voir des camarades, qui furent parmi les plus ardents à condamner le brandlerisme, ressusciter, sous une forme nouvelle, les erreurs de Brandler.

Et puis, enfin, si les social-démocrates organisent un meeting payant, est-ce que, pour nous y rendre en foule et pour y porter la contradiction aux mauvais bergers, nous exigerons que seuls assistent à ce meeting les ouvriers qui acceptent notre programme immédiat ou le programme de l'I. S. R. ?

Un communiste, qui ferait une proposition aussi stupide, sera considéré comme ayant perdu son bon sens.

Qu'est-ce qu'un syndicat dirigé par les social-démocrates, sinon, par certains côtés, un meeting périodique payant, où les ouvriers réformistes, trompés par leurs mauvais bergers, cherchent confusément à lutter contre la bourgeoisie.

A l'entrée du syndicat exigeons-nous que pénètrent seuls ceux qui sont déjà convaincus.

Est-ce communiste que se borner à prêcher des convertis ?

On a honte parfois d'être obligé de dire et de répéter des choses si élémentaires.

Que signifie aussi cette tendance à dire : Organisons les non-syndiqués. N'est-ce pas par une voie détournée créer de nouveaux syndicats et aggraver encore la scission créée par les Amsterdamiens ?

Comme ce serait joli d'avoir des syndicats réformistes, des syndicats révolutionnaires et des syndicats de non-syndiqués. La belle manière, vraiment, pour les communistes de s'adresser à tout le prolétariat que de le compartimenter ainsi !

Cette horreur de l'unité syndicale avec les chefs réformistes résulte de la persistance, chez certains ouvriers communistes déçus, d'illusions semées par les chefs social-démocrates.

Les chefs réformistes font croire aux ouvriers que les syndicats dirigés par eux, chefs réformistes, sont des organisations ouvrières, alors que ce sont des organisations de la bourgeoisie à l'intérieur desquelles les communistes doivent lutter pour les arracher à la bourgeoisie, pour les enlever à l'ennemi et les restituer au prolétariat.

N'avons-nous pas lutté, dans les corporations fascistes, pour arracher les ouvriers au fascisme ? Il y a même des communistes qui sont morts pour cela. Et il se trouverait d'autres communistes pour désertir un combat si essentiel à la victoire prolétarienne ?

Pour lutter à l'intérieur des corporations fascistes tout le temps que ce fut nécessaire nous n'avons pas posé, parce que c'était impossible, comme condition de notre entrée dans ces corporations, la reconnaissance du principe de la lutte des classes.

Si nous posons cette condition à Amsterdam, c'est parce que nous prenons au mot les mauvais bergers. Ils reconnaissent en paroles la lutte des classes. Nous l'exigerons en fait.

Contre l'entrée de la C. G. T. russe dans Amsterdam

Nous voici maintenant devant une question qui, je m'empresse de le dire, n'a jamais été abordée qu'entre camarades se posant le problème d'une manière purement théorique.

J'ai été, et je suis encore, contre l'adhésion de la C. G. T. russe à Amsterdam. Non pour des raisons de principe.

Quand un communiste lutte héroïquement et clandestinement dans une corporation fasciste, on peut fort bien admettre que la C. G. T. russe lutte au grand jour dans l'Internationale d'Amsterdam.

Mais l'entrée de la C. G. T. russe dans l'Internationale d'Amsterdam eût entraîné, par voie de conséquence, la liquidation de l'I. S. R. Tous les syndicats de la C. G. T. U. française ou tchécoslovaque auraient dû suivre l'exemple russe ou accepter de se trouver dans une situation impossible.

Théoriquement, on peut parfaitement concevoir la liquidation de l'I. S. R. et l'unification dans Amsterdam allant de pair avec l'organisation du travail révolutionnaire par les communistes à l'intérieur d'Amsterdam.

Seulement, la question se pose, non pas dans telle ou telle situation imaginée. Il nous faut appliquer la théorie à la situation d'aujourd'hui. Or, que voyons-nous ?

Actuellement, l'I. S. R. influence, dans certains pays, comme l'Angleterre ou la Belgique, des couches d'ouvriers qui ne peuvent être touchées directement par nos Partis communistes encore insuffisamment développés.

Partout où notre mouvement communiste est encore faible la liquidation de l'I. S. R. permettrait à Amsterdam de renforcer sa politique d'exclusion.

Nous n'avons pas le droit de nous désarmer nous-mêmes et de liquider l'I. S. R. avant la fusion par le Congrès mondial d'unité. Ce serait jeter au rancart une arme que nous ne pourrions pas tout de suite remplacer.

Une tactique qui a fait ses preuves

Il est très compréhensible, qu'après Chemnitz, une réaction se soit produite qui a pu rejeter certains éléments à gauche de la ligne léniniste en ce qui concerne la question syndicale.

Le fait que la Centrale allemande lutte pour l'application exacte des décisions de nos Congrès mondiaux, et, en particulier, pour l'unité syndicale internationale, montre que notre parti frère allemand s'affermirait dans la ligne juste du Bolchevisme.

Quant à nous, nous avons, sur le plan national,

expérimenté, en France, avec succès, la politique syndicale que nos assemblées mondiales ont décidée cette année, à Moscou, d'appliquer sur le plan international.

Nos réformistes syndicaux ne nous résistaient plus qu'à un semblant d'argument. Aux propositions d'unité de la C. G. T. U., ils répondaient :

« Réalisez d'abord l'unité internationale ! » Aujourd'hui, ils n'ont même plus ce semblant d'argument.

L'étoile de Jouhaux, déjà bien pâlie, menace de s'éteindre tout à fait.

Albert TREINT.

Moscou, 27 août 1924.

Documents sur le 5^e Congrès de l'Internationale Communiste

Discours de clôture de G. Zinoviev sur le rapport de l'Exécutif (26 juin 1924)

(Suite et fin)

Les militants tchèques et leur diplomatie

Je passe maintenant aux militants tchèques. Ils ont énoncé deux déclarations, toutes deux par écrit et formulées avec beaucoup de circonspection. L'une a été lue par Smeral, l'autre par Kreibich. Smeral a déclaré que la délégation est en somme d'accord avec notre point de vue sur le gouvernement ouvrier. Kreibich, lui, a déclaré le contraire : la résolution du 4^e Congrès parle de la coalition de tous les partis ouvriers, etc...

J'aurais préféré que Smeral exprime franchement sa pensée. Nous avons cet avantage de n'en pas être à notre premier Congrès et par conséquent de bien nous connaître l'un et l'autre personnellement. C'est une excellente chose. Je dois dire que le chef politique responsable du Parti communiste tchéco-slovaque est Smeral, qui possède une influence considérable dans son parti. Smeral s'exprime avec beaucoup de précautions. Il aime à laisser les autres Tchèques critiquer l'I. S. R. pour, à la dernière minute, venir sauver la situation en déclarant la solidarité de son parti avec l'I. S. R.

Mais je répète que la responsabilité des déviations opportunistes du P. C. tchèque incombe en tout premier lieu à Smeral, le chef politique du parti. Et c'est pourquoi il faut que nous nous expliquions avec lui très franchement. Les côtés positifs de Smeral sont connus de tous. Dans une période où il faut conquérir la majorité du prolétariat, arracher les masses à la social-démocratie, Smeral est absolument irremplaçable, car il connaît le pays et il connaît son prolétariat. Mais, dans les formules des 3^e et 4^e Congrès concernant la conquête de la majorité du prolétariat, il n'y a rien à changer, sauf une chose : il faudrait ajouter qu'il nous faut la majorité non pour la majorité, mais en vue de la lutte révolutionnaire. Ce serait utile en Tchéco-Slovaquie.

Nous n'avons nullement l'intention de provoquer une crise dans le Parti tchéco-slovaque. Nous connaissons ce qui fait sa force, c'est un parti prolétarien dont la composition est excellente ; son personnel est très bon et les ouvriers qui sont dans ses rangs seront de bons lutteurs. Il a déjà rendu de grands services à la cause communiste. Il a parfaitement su s'y prendre pour détacher la majorité de la social-démocratie. Mais ce n'est pas temps d'échanger des politesses diplomati-

ques. Il y a dans ce parti des rouages qui exigent des réparations. Je suis complètement d'accord avec ce que Ruth Fischer a dit de la déclaration de Smeral. Avons-nous besoin de ces déclarations diplomatiques ? Notre Congrès n'est pas un Parlement bourgeois. Nos délégués doivent parler ouvertement, même brutalement, pour ou contre l'Exécutif, peu importe. La brutalité n'a rien de mauvais. Le Congrès ne doit pas se borner à des déclarations sur le papier. A mon avis, le Parti tchèque doit réparer ce qu'il a à réparer en évitant les secousses profondes et les crises. Il le pourra, si les militants qui le dirigent le veulent.

La minorité de la délégation tchéco-slovaque, qui s'est prononcée au Congrès contre l'opportunisme de Smeral et de Kreibich, mérite notre appui total. Que Smeral lui-même se hâte de redresser sa ligne de conduite, et alors on pourra se passer de conflits intérieurs.

Boukharine a polémisé contre un article de Kreibich. Kreibich se plaint que l'I. C. conclue et juge sur les thèses, articles et citations. Auparavant, quand il était à gauche, il faisait de même. Pourquoi pas ? Pourquoi ne pas juger d'après les articles, les citations et les résolutions ? Certainement, cela ne suffit pas, mais c'est déjà une base pour prononcer un jugement. Kreibich ferait mieux de ne pas plus insister sur ses erreurs de droite qu'il n'a jadis insisté sur ses erreurs de gauche. Il avait fait un plongeon à gauche. Maintenant, pour rétablir l'équilibre, veut-il faire un plongeon à droite ?

Lénine lui a jadis infligé une correction des plus cuisantes. Malheureusement, la répétition n'en est plus possible. J'ai entendu bien des militants dire : « Lénine m'a donné les verges, mais être fouetté par Lénine fait du bien. »

Je partage cette opinion. Oui, en vérité, les corrections du maître font plaisir. Mais comment faire maintenant que Lénine n'est plus ? C'est l'Exécutif qui doit collectivement remplacer Lénine. Il est prêt collectivement à donner le fouet à Kreibich pour qu'il abandonne ses erreurs de droite, comme jadis il a abandonné ses erreurs de gauche.

Plus loin, Kreibich dit : « Lénine n'a pas permis, dans la résolution du Congrès, d'appeler Smeral un centriste, il a barré le mot. » C'est juste. Mais où disons-nous maintenant que Smeral

est un centriste ? Nulle part. Il ne s'agit pas du tout de provoquer une crise du Parti tchéco-slovaque. Nous aimons le Parti tchèque, nous estimons que c'est un parti foncièrement prolétarien et sain. Mais nous ne fermons pas les yeux sur les défaillances de ses chefs et nous demandons qu'on en finisse avec des déclarations parlementaires et qu'on corrige ce qui est à corriger.

Hoeglund doit reconnaître son erreur

Quelques mots au sujet de Hoeglund. Chaque fois que je cause avec lui ou je l'entends parler à la tribune, je me dis : comme il est intelligent ! Que de choses il pourrait faire, non seulement dans un petit pays comme la Suède, mais dans l'Internationale entière, s'il ne persistait pas dans ses erreurs !

Quand on possède des qualités si éminentes, à quoi bon défendre une cause évidemment injuste et condamnée d'avance au point de vue communiste ? De même que jadis il a défendu Lian et Traumaël, il se dispute maintenant avec d'excellents éléments communistes de son propre parti pour des questions de prestige ou pour ses propres erreurs opportunistes. Il ne veut pas reconnaître avoir commis une fois par hasard des erreurs. Nous tous nous avons fait des erreurs très importantes. Si nous n'avons pas le courage de les reconnaître, ce n'est pas bien. Le discours de Hoeglund est construit très habilement, il contient quantité de très beaux tours de phrases, mais il ne contient pas ce dont nous avons le plus besoin : la reconnaissance de ses erreurs.

Les fautes de Bordiga

Comme dessert, nous avons encore Bordiga, avec qui je dois m'expliquer. Nous l'avons attendu si longtemps et il est venu si tard, à la fin de la discussion, qu'il nous fait l'impression d'un entre-mets après dîner. Et vraiment son discours, sous plus d'un rapport, rappelle un plat sucré. Je suis prêt à lui faire toutes sortes de concessions, parce que nous savons tous que Bordiga est un excellent révolutionnaire, capable de rendre des services énormes au Parti italien et à toute l'Internationale. Là où il ne s'agit que de formalités et pas de principes, sans parler de divergences personnelles qui ne jouent ici aucun rôle, nous sommes prêts à tout lui accorder.

Dans une certaine partie de son discours, Bordiga — ce qui lui va mal — s'est comporté en diplomate. Ce sera, je veux l'espérer, pour la première et la dernière fois de sa vie. Vous vous rappelez ce qu'il a dit de la nécessité d'organiser dans l'Internationale une fraction de gauche. Il a nié l'avoir dit, en signalant qu'il n'organiserait une fraction qu'au cas où l'Internationale se déplacerait vers la droite et deviendrait réformiste.

Eh bien ! j'en donne publiquement ma parole à Bordiga, si jamais l'Internationale devient réformiste ou même semi-réformiste, je serai le premier à former cette fraction de gauche. (Applaudissements.)

Bordiga demande qui peut garantir que l'I. C. ne se transformera pas en une Internationale réformiste. Cette question, pour moi, est absurde. Sur quoi est-elle fondée d'abord ?

Bordiga sait parfaitement qu'au sein de la 2^e Internationale nous avons formé une fraction de gauche et que nous avons combattu à Zimmerwald et ailleurs. C'est la meilleure preuve que si jamais il arrivait ce qu'il craint, il pourrait dormir sur ses deux oreilles. Mais je pense qu'il

n'advient rien de pareil. Je constate avec satisfaction que Bordiga renie les paroles qu'on lui attribue. Mais voici un article de lui, en date du 5 mai, qui m'est tombé entre les mains par hasard, aujourd'hui, et où il est dit : « La question des fractions perdra son actualité le jour seulement où nous nous serons rapprochés des formes d'organisation dont il a été parlé plus haut (méthode individuelle, pas de fusion, etc.). Mais si nous nous en départissons, l'existence d'une fraction de gauche au sein de l'Internationale deviendra indispensable. »

Ainsi, cette existence sera indispensable non pas au cas où nous nous transformerions en opportunistes et en réformistes, mais au cas où nous ne partagerions pas le point de vue de Bordiga dans telle ou telle question de détail, au cas où, par exemple, où nous ne donnerions pas notre assentiment à cette idée qu'il est inadmissible de jamais fusionner avec d'autres partis ou de ne jamais former à l'intérieur des autres partis des noyaux à nous.

Cela serait un motif suffisant pour former une fraction.

Nous relevons le défi. Si la question se posait ainsi : ici le communisme, là le menchevisme, nous serions nous-mêmes les partisans de la révolte au sein de n'importe quelle organisation. Mais il n'en est pas du tout ainsi : Bordiga menace l'Internationale de former une fraction pour cause de dissensions d'ordre secondaire. Je me demande : où donc est le véritable Bordiga ? Est-ce celui que nous avons vu dans l'article du 8 mai dernier, ou bien est-ce celui que nous avons entendu le 25 juin dans cette salle ? (Applaudissements.)

J'en viens à trois questions, qui représenteront pour Bordiga une importance toute particulière. D'abord, en principe, il estime inadmissible l'union d'un Parti communiste avec n'importe quel autre parti ; en second lieu, il est l'adversaire de la formation de noyaux dans les autres partis et, en troisième lieu, il est contre l'admission, au sein de l'I. C., de partis sympathisants.

Analysons sérieusement ces trois questions. Que peut-on objecter à la fusion du Parti communiste avec un parti ou une fraction de parti qui n'est pas communiste, mais veut le devenir ? La fusion des spartaciens avec la gauche des Indépendants après Halle a-t-elle été utile à l'Internationale et au Parti allemand ? Oui, sans doute. Il est vrai que cette fusion a entraîné un certain nombre de crises, mais aussi elle a eu pour résultat final la formation d'un puissant Parti communiste.

Prenez maintenant un petit pays comme la Belgique. Nous y avons un petit Parti communiste, qui s'est unifié avec l'aile gauche du parti social-démocrate, formant ainsi un Parti communiste plus important. Les Belges ont-ils eu raison ? Je pense que oui.

Quelle a été la cause de ces phénomènes ? Bordiga raisonne dans l'abstrait. Il ne faut jamais oublier que nous sortions en partie de la 2^e Internationale. La 2^e Internationale est née trente ans avant nous. C'est ce qui explique notre filiation. Les Partis communistes se recrutent à la fois dans la jeune génération et parmi les meilleurs éléments de la 2^e Internationale. Ce n'est pas que nous soyons des éclectiques, comme le suppose Bordiga. Mais pourquoi nous prononcerions-nous contre ce qui s'est produit à Halle et en Belgique, contre ce qui se produira demain en Italie, où une fraction du parti socialiste va nous rejoindre ?

J'estime que sur ce point très sérieux Bordiga a absolument tort.

Quant à sa deuxième proposition : ne jamais former de nouveaux dans les autres partis, pourquoi pas ? lui demanderai-je. Prenez l'exemple classique : le Labour Party.

Nous avons décidé que les communistes anglais entreraient dans le Labour Party, et ils l'ont fait, non sans succès. Personne ne va demander maintenant qu'ils en sortent. Que dira Bordiga à ce sujet ? La situation anglaise est assez originale. Le Labour Party est un des partis les plus importants de la 2^e Internationale, et ses masses sont très enclines à prêter l'oreille à notre propagande. Nous devons les pénétrer pour les gagner au communisme. Je voudrais bien savoir ce qui détermine Bordiga à se prononcer « en principe » contre. Est-ce qu'il estime cette tactique pernicieuse en Italie ? Il dit que non. Alors, je comprends de moins en moins. Nous devons engager nos camarades à rester dans le Labour Party et à y former intensivement des cellules communistes.

Troisième question : les partis sympathisants. Je connais trois cas de ce genre. Le Parti communiste ouvrier allemand, le parti ouvrier américain et le parti ouvrier finlandais ont fait ou font encore partie de notre Internationale en qualité de sympathisants. Il s'agit maintenant d'admettre ou de ne pas admettre une fraction du parti socialiste italien, aussi comme sympathisante. Avons-nous eu raison d'accepter au sein de l'Internationale les éléments syndicalistes sympathisants ? Oui, cela nous a permis de les éduquer et d'acquiescer de nouveaux militants révolutionnaires. De même pour le Parti communiste ouvrier d'Allemagne, dont les meilleurs ouvriers passèrent à nos côtés, tandis que les chefs montraient leur manque d'esprit révolutionnaire. Un déchirement eut lieu, et ce déchirement fut une preuve de plus de la justesse de notre méthode d'action.

Pourquoi Bordiga s'entête-t-il ? Dans les trois cas, il a tort. Il dit que, si nous ne lui cédon pas sur ces trois questions, il fera une fraction. Camarades, nous n'aurons pas à choisir, j'espère, entre Bordiga et l'Internationale. Bordiga est un soldat de la révolution aussi dévoué que nous tous. Il fera ce que l'Internationale aura décidé. Mais, pour le moment, il s'obstine.

« Tous mes hommages à l'Internationale tant qu'elle se conduit comme je le veux. » Voilà comment raisonne Bordiga. (Applaudissements.)

Je ne comprends absolument pas comment il peut s'entêter à ce point. Nous savons tous que c'est un excellent camarade qui a bien mérité du mouvement italien. L'Italie est un pays où il y a beaucoup d'excellents prolétaires. Mussolini sera brisé, mais tout de même l'Italie n'est qu'un petit coin du globe en regard de la Révolution mondiale !

Vous avez déjà pu vous convaincre, par l'exemple des pays comme l'Allemagne, l'Angleterre et l'Amérique, que notre méthode de fusionnement donne de bons résultats. Pourquoi donc persistez-vous dans votre erreur, Bordiga ?

Le front unique a une portée encore plus vaste. Bordiga nous dit : s'il ne s'agit que du mot « gouvernement ouvrier », nous voulons bien faire une concession. Nous avons toujours pensé que ce n'était qu'un « mot ».

Vous voyez que Bordiga rejoint Radek. Ils s'entendent pour dire que nous voulons réviser la tactique déterminée par le 4^e Congrès. Ainsi, les ex-

trêmes se touchent. L'extrême-gauche coïncide souvent avec l'extrême-droite.

Je ne suis pas un historien, mais je dois ici me rapporter à l'histoire. Bordiga a rappelé le Plenum de l'Exécutif Elargi, qui s'est tenu en février 1922. Il me semble que, plus que tout autre militant, il aurait intérêt à ne pas trop rappeler ce souvenir. Je vais vous dire pourquoi.

Quels étaient alors les rôles ?

Moi, j'étais un pauvre opportuniste, oscillant entre la droite et la gauche, un éclectique. Bordiga, comme on sait, a toujours été contre la droite, il agit toujours d'une façon directe, persistante et conséquente. Un des camarades italiens, causant avec moi hier, m'a dit : « Un poteau télégraphique a la même « rectitude » et la même « logique ». (Rires, applaudissements.)

Mais, camarades, nous savons qu'il y a mieux comme souplesse qu'un poteau télégraphique. C'est précisément de la souplesse qu'il faut à l'Internationale Communiste.

Je disais que Bordiga nous renvoie à l'Exécutif Elargi de février 1922. J'y ai pris la parole au sujet du gouvernement ouvrier et j'ai dit : « C'est un synonyme de la dictature du prolétariat, tout le reste n'est que déviations social-démocrates. »

Et que disait alors notre ami Bordiga ? Il était avec Daniel Renoult et même avec Frossard contre l'Exécutif, contra la tactique du front unique ! Comme vous le savez, la droite du P. C. français se prononçait alors contre la tactique du front unique et jouait à la gauche.

La délégation du P. C. italien, dirigée alors par Bordiga, avait conclu une alliance politique avec la droite française contre l'Exécutif dans cette question. Je vous conseille, camarade Bordiga, de ne pas rappeler si souvent l'Exécutif Elargi de 1922. (Applaudissements.)

Bordiga dit qu'il n'a jamais été contre la tactique du front unique. Or, personne dans l'I. C. n'ignore que les camarades italiens ont ostensiblement souligné qu'ils étaient les partisans du front unique, seulement dans le domaine économique et pas en politique. Qu'est-ce que c'est que ce point de vue-là ? Est-ce qu'il est défendable ? C'est une doctrine bien originale, bien « italienne ». Comment peut-on dire que la lutte menée actuellement contre Mussolini est une lutte uniquement économique et pas politique ? La lutte pour la journée de 8 heures est bien économique, mais dans les circonstances actuelles elle acquiert en même temps un caractère politique. Chaque fois que nous adjurons Bordiga d'abandonner cette distinction artificielle et anti-communiste entre lutte politique et lutte économique, il s'acharne dans son erreur. Pour lui, ce n'est pas principe, c'est un fétiche.

J'ai plus d'une fois essayé de trouver l'origine de la position stérile des militants italiens du type Bordiga. Elle ne réside naturellement pas dans les particularités individuelles de tel ou tel chef. Elle est le produit de toute l'histoire du mouvement ouvrier italien.

La source première est dans l'ancien parti socialiste, qui ralliait sans distinction Turatti, Bordiga, Serrati, où tous arrivaient à cohabiter. Maintenant, une réaction surgit. Elle part du désir d'avoir un Parti communiste restreint, mais véritablement ferme et pur, quand bien même il faudrait se passer des masses. Ce désir est compréhensible, mais, camarades, trois ou quatre ans passé depuis Livourne.

Les événements se succèdent, la révolution se développe, le mouvement italien renait, la classe

ouvrière va bientôt jouer de nouveau un rôle important et rentrera dans le mouvement enrichi d'une expérience abondante. Ce mouvement ne sera plus de celui de 1919-1920.

Il ne s'agit pas du tout de réviser l'ancienne tactique, il ne s'agit pas de tracer une démarcation entre le front unique économique et politique, mais de conquérir les masses au moyen de la lutte économique aussi bien que de la lutte politique et de faire entrer les masses dans la voie qui mène à l'I. C.

Les moyens d'action changent selon le pays. Ceux de l'Angleterre ne sont pas ceux de l'Amérique, qui ne sont pas ceux de l'Italie. Les principes stériles doivent être jetés par-dessus bord. Or, Bordiga y tient à tout prix.

Voilà ce que j'avais à dire. Je suis profondément convaincu que c'est l'opinion de l'immense majorité du Congrès, de la gauche authentique de l'I. C. Nous ferons tout le possible pour nous entendre réellement avec Bordiga, mais lui, à son tour, doit comprendre qu'il a tort.

Hier, Bordiga n'a pas parlé du problème de la conquête de la majorité. La question est évidente pour tout le monde. Mais s'il va nous dire ici encore qu'il confirme les thèses du Congrès de Rome, nous lui répondrons que nous avons maintes fois repoussé ces thèses. Hier, Bordiga n'en a pas parlé. C'est peut-être un bon symptôme, cela veut peut-être dire que, maintenant, ce n'est plus une question litigieuse et que tout le monde admet que les décisions du 3^e Congrès sur la conquête de la majorité restent en vigueur. Bordiga est tenu à renier maintenant ses autres erreurs doctrinaires et à marcher réellement avec nous.

La situation en Amérique

Encore quelques mots au sujet du discours d'Amter sur la situation américaine. Je dois dire qu'Amter rend parfois au mouvement américain des services qui rappellent le pavé de l'ours. La situation américaine est difficile. L'Exécutif a pleine confiance dans le C. C. américain, à la tête duquel se trouvent Foster et Rubenberg, les deux meilleurs militants d'Amérique. Les deux groupes ralliés par ces leaders doivent travailler de concert sans fractionnement. Nous savons que la situation est sérieuse, mais la ligne est donnée et sera appliquée honnêtement et révolutionnairement.

Il faut que nous aidions les camarades américains et aussi les camarades anglais. Il est vrai que l'on observe certaines déviations de droite parmi les militants américains et anglais, mais ici c'est tout à fait autre chose que pour la droite allemande. Cela s'explique par le manque d'expérience et d'organisation des Américains et des Anglais. Ces partis sont encore jeunes. Il faut que nous leur accordions une aide en bons camarades. Il ne faut pas de lutte de tendance et de fraction. L'Exécutif se souciera de mettre fin au fractionnement américain.

Je résume ce qui a été dit plus haut. J'estime, camarades, qu'il y a des choses à modifier dans les formules du 4^e Congrès, mais la ligne du 3^e et du 4^e Congrès, en ce qui concerne la position économique mondiale et le gouvernement ouvrier et paysan, reste juste. Ce que nous avons à réviser et à liquider, ce sont les erreurs opportunistes.

Le prolétariat du monde entier et les chefs social-démocrates et tous nos adversaires peuvent savoir en quoi consistent nos « manœuvres stratégiques ». Nous n'avons pas à le craindre, camarade Smeral. Dans un certain sens, on peut

dire que toute notre tactique n'est qu'une manœuvre, et c'est à tort qu'on prête souvent à ce mot un sens péjoratif. Qu'est-ce que cela fait, si nos adversaires savent que nous sommes prêts à manœuvrer quand il le faut ? Celui-là se trompe qui suppose que nous proposons l'union politique avec tous les partis politiques. Que le prolétariat international et la social-démocratie contre-révolutionnaire de tous les pays se le disent bien : l'opinion exposée ici par quelques camarades comme Radek, par exemple, n'est pas l'opinion de l'I. C. Celle-ci partage le point de vue contraire, le point de vue du marxisme révolutionnaire, du léninisme.

Il nous faut un Parti mondial léniniste

Je termine. Nous avons procédé à un échange d'idées qui a parfois été assez brutal. L'I. C. n'est pas la 2^e Internationale, et son Congrès n'est pas un Parlement. Nous disons franchement et librement ce que nous avons sur le cœur. Mais notre idéal ne consiste pas à mélanger le chaud et le froid pour obtenir du tiède. L'I. C. doit être un monolithe. L'opinion de la droite ne recueillera à ce Congrès qu'une insignifiante minorité de suffrages. Nous nous disputons avec ardeur, nous défendons chaleureusement notre opinion, mais les décisions prononcées par l'instance suprême sont pour nous décisives.

Il ne saurait être question pour la droite de continuer, comme elle a fait jusqu'ici, ou de former une fraction. Cela, l'I. C. ne l'admettra pas.

Un militant russe qui ne participe pas personnellement au travail international, mais le suit attentivement et a bon œil et bonne ouïe, m'a dit : j'observe votre Congrès et je remarque qu'il ne ressemble pas aux précédents. Jadis, les délégués n'étaient que des hôtes reçus à Moscou avec joie. Maintenant, ce sont des communistes qui détiennent entre leurs mains les destinées de leur parti ; ils analysent mûrement, ils prennent des décisions importantes et se placent au même rang que les militants russes.

Une nouvelle génération de chefs se lève. Il y a déjà des délégations, par exemple la délégation allemande, qui comprennent des ouvriers ayant à leur actif cinq ans et plus de prison. Ce ne sont plus seulement les militants russes, mais aussi leurs frères étrangers, qui sont désormais pour la révolution des éléments hautement qualifiés. Telle est la physionomie de notre Congrès. Ce ne sont déjà plus des visiteurs de la Russie, mais les représentants de partis, dont certains sont déjà des partis de masses expérimentés.

On a beaucoup parlé de la bolchévisation des partis. Il ne faut pas entendre par bolchévisation la transposition automatique en Allemagne et dans les autres pays de l'expérience russe. Ce serait une erreur devant laquelle Lénine nous a déjà avertis. Par bolchévisation, nous entendons que les partis doivent assimiler ce qu'il y a de général, d'international dans le bolchévisme, ce que Lénine a indiqué dans *la Maladie infantile*. Par bolchévisation des partis, nous entendons l'admissibilité de n'importe quelle manœuvre stratégique dans la lutte contre l'ennemi. La bolchévisation, c'est la volonté irréductible de lutter pour l'hégémonie du prolétariat. C'est la haine ardente contre la bourgeoisie, les leaders contre-révolutionnaires de la social-démocratie, le centrisme et les centristes, les semi-centristes et les pacifistes, contre toute l'idéologie bourgeoise. La bolchévisation, c'est la formation d'une organisation centralisée, cohérente. La bolchévisation, c'est le

marxisme en action, c'est le dévouement à l'idée de la dictature prolétarienne et au léninisme. La bolchevisation, ce n'est pas une imitation aveugle des bolcheviks russes, mais l'assimilation de ce qui, dans le bolchevisme, reste impérissable.

Plusieurs des partis dont on n'a pas parlé ici ont fait de grands progrès. Prenez, par exemple, le Parti espagnol. Des centaines de militants y ont fait de la prison. Dans ce pays classique du syndicalisme et de l'anarchisme, le bolchevisme est en train de se propager. Un noyau solide d'honnêtes et modestes prolétaires révolutionnaires se forme, qui est prêt à travailler sérieusement pour la révolution prolétarienne. (*Applaudissements.*)

De grands progrès ont été également faits par le Parti français, que dernièrement encore l'op-

portunisme rongeaient. Le Parti bulgare, lui aussi, a beaucoup appris. Espérons que des récidives d'opportunisme lui seront épargnées.

Nous sommes tous fermement convaincus de la croissance du mouvement. Nos sociétés de propagande se sont muées en fortes organisations trempées dans la lutte. Nous avons tous le sentiment qu'à partir de ce 5^e Congrès, nous avons le droit de nous donner le titre de Parti mondial. Le même esprit pénétrera toutes les résolutions du Congrès. Les camarades qui ont défendu d'autres opinions que la majorité se joindront à nos décisions, qui sont le produit de l'expérience et de la pensée collective de ce qu'il y a de meilleur, de plus honnête et de plus révolutionnaire dans la classe ouvrière du monde entier.

(*Applaudissements prolongés. Les délégués chantent l'Internationale.*)

Rapport de Manouïlsky sur la question nationale et coloniale

Ce n'est pas la première fois que la question nationale se pose à nos congrès internationaux. Au 2^e Congrès, nous avons déjà tracé la ligne de principe. Pourquoi devons-nous y revenir ? Les événements survenus depuis nous obligent-ils à reviser nos positions ? Nullement. La justesse de la ligne fixée par le 2^e Congrès a été confirmée par tout le cours des événements en Europe et dans les colonies. Nous avons assisté ces derniers temps à une forte croissance du mouvement national et révolutionnaire. La grève des tisseurs de Bombay, qui a duré plusieurs mois et s'est terminée par un massacre, en montre l'ampleur. Aux Indes, également, nous avons un soulèvement national des paysans dans la province de Nakha, où la démission d'un Radja a donné lieu à une collision sanglante entre la population et la troupe. On pourrait citer des quantités de faits analogues.

D'autre part, en Europe, dans les Etats où existent de fortes minorités ethniques, on observe une exacerbation des conflits nationaux. Le Traité de Versailles et les traités qui l'ont suivi ont balkanisé l'Europe Centrale. A la place des grands Empires formant des unités économiques et territoriales, ils ont constitué une mosaïque de nouveaux Etats dits Etats nationaux. Des pays qui, jusqu'à présent, n'avaient jamais connu l'oppression nationale, comme l'Allemagne, la connaissent aujourd'hui. C'est un des traits caractéristiques de la décomposition capitaliste. C'est dans ce système de morcellement de l'Europe qu'il faut chercher la cause de la crise économique permanente dont souffre le monde. A la place des marchés autrichien et allemand, l'impérialisme a formé de nouveaux Etats, qui sont des Etats hétérogènes typiques, déchirés par les antagonismes nationaux.

La Serbie, avant la guerre, comptait 3 millions de Serbes. A l'heure actuelle, la Yougoslavie a 11.850.000 habitants, dont 5 millions de Serbes (42,4 %), 2.800.000 Croates (23,7 0/0), 950.000 Slovènes (8 0/0), environ 750.000 Serbo-Croates musulmans (6,3 0/0), 600.000 Macédoniens (5 0/0), 600.000 Allemands (5 0/0), 500.000 Hongrois (4 0/0) et 650.000 « divers » (5,6 0/0). C'est le type le plus parfait de l'Etat multinational.

Autre exemple, la Tchéco-Slovaquie. Elle a 13 1/2 millions d'habitants, dont 44 %, 6.000.000, sont Tchèques. Elle s'est annexé des régions

d'industries textile, minière et verrière, dont la population, exclusivement allemande, est de 3.700.000 habitants ; autrement dit, les Allemands constituent les 27,4 0/0 de l'Etat tchèque. Les autres nationalités sont : les Slovaques : 2 millions (14,8 %) ; les Hongrois : 700.000 (5,9 %) ; les Ukrainiens de la Russie subcarpathique : 400.000 (2,9 %) ; les Juifs : 360.000 (2,7 %) ; nationalités diverses : (1,9 %).

La Pologne est un autre Etat édifié par le traité de Versailles. Elle compte 30 millions d'habitants. Les Polonais ne sont que 15.800.000, 52,7 %. Le reste de la population, opprimé par les propriétaires fonciers et la bourgeoisie polonaise, est formé d'Ukrainiens (6.300.000—21 %), de Juifs (3.300.000—11 %), de Blancs-Russiens (2.200.000—7,3 %), d'Allemands (2.100.000—7 %) et de nationalités diverses (300.000—1 %).

On peut citer d'autres Etats encore, par exemple la Roumanie, où les minorités nationales forment presque le tiers de la population (30 %) ; la Grèce, où il n'y a que 68,4 % de population grecque ; la Lithuanie, où les Lithuaniens ne sont que 70 %.

Que conclure de ces chiffres ? Que la question nationale revêt une acuité particulière en Europe Centrale et qu'il faut avoir perdu le sentiment de la réalité pour le nier.

Voyons maintenant la question nationale dans les colonies. L'exemple typique de l'esclavagisme colonial est l'Angleterre. Alors que la superficie de la métropole est de 314.000 km. carrés, celle des colonies est presque de 40 millions, c'est-à-dire 130 fois plus considérable. La Grande-Bretagne compte 46 millions d'habitants, et les colonies 429 millions : pour chaque Anglais, 9 esclaves coloniaux.

Peut-on briser l'impérialisme de l'Angleterre sans mettre en mouvement cette masse coloniale ? L'impérialisme saura toujours réprimer le mouvement ouvrier en Angleterre, si le prolétariat anglais ne le prive pas de la réserve humaine que représentent les colonies.

La situation est la même, toutes proportions gardées, pour les autres pays possesseurs de colonies. La France, qui compte 39 millions de Français, opprime 54 millions d'hommes dans ses colonies. La petite Belgique, dont la surface est de 30.000 km. car. a 2.400.000 kil. car. de colonies. Le nombre des Belges est de 7.600.000, tan-

dis que la population coloniale est de 17 1/2 millions. La Hollande, pour 7 millions d'habitants, compte 49 1/2 millions d'indigènes.

Jetez les yeux sur la carte d'après-guerre et devant vous se dressera le tableau émouvant de l'asservissement de l'humanité. Sur 134 millions de km. carrés que comptent les continents, 90 millions sont des colonies. Sur 1.750.000.000 d'habitants que compte l'univers, 1.250.000.000 sont asservis par l'impérialisme. Loin d'avoir à réviser les décisions du II^e Congrès, il nous faut au contraire chercher les meilleurs moyens de les appliquer.

Pourquoi la question nationale se pose-t-elle au V^e Congrès ?

Nous avons inscrit la question nationale à l'ordre du jour du V^e Congrès pour trois raisons.

La première est que, nous appuyant sur l'expérience russe de Lénine et de Staline, nous avons au II^e Congrès, lancé l'idée du front unique révolutionnaire entre le prolétariat, les peuples opprimés et les colonies, mais sans la concrétiser. Ce n'était pas possible alors, car nous n'avions pas d'expérience internationale sur les méthodes de réalisation de ce front unique. En 4 ans, nous avons accumulé cette expérience et le moment est venu de la condenser.

La deuxième raison est que, dans plusieurs pays, nos jeunes partis communistes ont négligé le front unique révolutionnaire avec les nationalités opprimées et ont commis pas mal de fautes. A l'analyse de ces fautes je consacrerai la deuxième partie de mon rapport.

Enfin, la troisième raison est que, depuis le II^e Congrès, il s'est produit un événement de la plus haute portée politique. Je veux parler de la fondation de l'Union des républiques Socialistes Soviétiques, qui montre la solution que peut recevoir la question nationale sous le régime de la dictature du prolétariat dans un pays agricole à nationalités multiples.

Je reviens sur ces trois points.

Deux questions se posaient au II^e Congrès.

La première : dans quelle mesure le prolétariat peut-il utiliser le mouvement national des peuples et des colonies qui s'éveillent, pour accomplir sa mission : affranchir l'humanité du joug de l'impérialisme ?

La deuxième : dans quelle mesure les peuples coloniaux s'appuyant sur l'aide effective du prolétariat international seront-ils capables d'éviter les phases du développement capitaliste pour arriver tout de suite aux formes supérieures de l'économie socialiste conquises par le prolétariat des pays à capitalisme avancé. Cette question contenait en germe l'idée du front révolutionnaire dont les détails ont été mûris par les Congrès ultérieurs.

Comme je l'ai déjà dit, nous ne pouvions pas alors fixer les méthodes pratiques de réalisation du front unique entre le prolétariat et les colonies. Maintenant seulement nous pouvons, grâce à l'expérience acquise, poser de nouveaux problèmes. Ils se divisent en quatre groupes.

1. Nos partis abordent malheureusement la question nationale avec une timidité extrême et souvent leur carence laisse échapper de nos mains la direction du mouvement d'émancipation, qui revient aux éléments indigènes nationalistes.

Il faut rapporter ici la question de nos rapports avec les divers comités nationaux ou insurrectionnels. Le joug impérialiste qui a atteint

après la guerre son point culminant favorise le développement de ce genre d'organisations. Le Comité macédonien de Théodore Alexandrov en est un exemple.

2. Le Proche-Orient. Au II^e Congrès, nous avons fixé l'attitude des jeunes partis communistes envers le mouvement libérateur national de la bourgeoisie indigène combattant pour son accession au pouvoir. Mais depuis lors, dans deux pays d'Orient la situation a changé : il nous faut déterminer notre attitude envers une bourgeoisie déjà arrivée au pouvoir. En Turquie, après plusieurs guerres révolutionnaires et libératrices menées par Kémal-Pacha contre les armées étrangères, la jeune bourgeoisie a été portée au pouvoir par un mouvement populaire. En Égypte, tout a été résolu par le gouvernement anglais par une « réforme d'en-haut » : le retour d'exil de Zaglou-Pacha et la remise du pouvoir entre ses mains. Ce sont deux processus différents, mais dont les conséquences sociales et politiques sont analogues. Dans l'un et l'autre cas la bourgeoisie indigène a triomphé. Cependant, dans cette situation assez nette, nos camarades turcs ont commis de lourdes erreurs de tactique. Ainsi leur organe *Aldyne Lyle* a recommandé de soutenir le capital national contre le capital étranger. Nous observons ici la même tendance qui existait en Russie lors du marxisme légal de Strouvé invitant la classe ouvrière à soutenir le capitalisme russe. Comme les strouvistes russes, les camarades turcs confondent le développement des forces de production avec le développement du capital. Quoi qu'il en soit, nous devons élaborer des directives qui préservent nos jeunes Partis de la répétition des mêmes erreurs.

3. On a mis en discussion dans la presse communiste, particulièrement en Allemagne et dans les Balkans, le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à se constituer en États indépendants, principe admis par le II^e Congrès.

Cette question est résolue pour nous : elle n'est pas encore claire pour beaucoup de camarades européens. A notre VIII^e Congrès russe, quelques camarades estimaient que, à l'époque capitaliste, seul le prolétariat du pays intéressé pouvait décider sa séparation d'avec le pays auquel il était incorporé ; d'autres, l'extrême-gauche, affirmaient même que les questions d'autonomie et de séparation n'étaient pas de la compétence de tel ou tel prolétariat, inspiré par ses intérêts nationaux, qu'elles devaient être réglées conformément aux intérêts de l'ensemble du mouvement prolétarien par l'Internationale Communiste elle-même. Vous voyez, camarades, à quelles absurdités on était arrivé. Plusieurs années de tourmente ont passé depuis : pour le Parti russe la question est définitivement résolue. Il suffit dans chaque cas de soumettre à un examen attentif la conjoncture historique dans laquelle se pose pour chaque nation la question de son droit à disposer d'elle-même. Prenons deux exemples concrets.

L'occupation de la Ruhr a posé la question nationale devant le Parti Communiste. Tout d'abord, il s'est cependant manifesté une tendance disposée à le nier. Cette tendance, évidemment fautive, est inspirée par les théories de Rosa Luxembourg. D'autre part, l'*Internationale* a publié une série d'articles de Thalheimer qui, lui, tombait dans l'erreur contraire : il oubliait que l'Allemagne a un prolétariat industriel développé et se trouve dans la phase de transition du capitalisme au socialisme. La ligne tactique qu'il traçait au Parti semblait ignorer les antagonismes

de classes, comme si l'Allemagne, par suite de l'occupation de la Ruhr, était retournée à un état économique et social aussi primitif que celui du Maroc.

Une erreur encore plus grave est celle de l'Allemand Boris. Cet auteur, contrairement à Thalheimer, considère le prolétariat de la métropole comme le seul juge de l'opportunité pour les colonies de réaliser leur droit à l'autonomie et conditionne leur droit à la séparation, à la formation de Républiques soviétistes !

C'est la question de la possibilité de la « séparation » sous le régime impérialiste dans le cadre de l'Etat bourgeois. Lénine opposait jadis aux adversaires russes du droit à la séparation l'exemple de la Norvège. Par contre, si nous examinons attentivement l'attitude de nos camarades des Balkans, nous devons constater qu'elle est négative.

Ils font dépendre le droit à la séparation de la formation d'une Fédération balkanique des Républiques Soviétistes. Que signifie cette condition ? Les Balkans sont le nœud de la politique impérialiste des grandes puissances européennes. Attendre l'instauration du gouvernement ouvrier et paysan dans les Balkans, ce rendez-vous de tous les impérialismes, ce serait attendre la victoire du prolétariat international, ce serait ajourner longuement une question de la plus immédiate actualité. Il est hors de doute que la bourgeoisie est incapable de résoudre la question nationale. Mais cela ne veut pas dire que nous devons remettre jusqu'à la victoire de la révolution sociale l'exercice par les peuples opprimés de leur droit à la séparation.

4. Les irrédentismes, soit entre Etat ouvrier et paysan et Etat bourgeois, soit entre deux Etats bourgeois. La question revêt actuellement une acuité particulière du fait que le partage du monde après la guerre a démembré les nations et les Etats.

Un premier groupe d'irrédentismes intéresse l'Union soviétique et les Etats limitrophes. A son 2^e Congrès, le Parti polonais a décidé de soutenir les Ukrainiens et les Blancs-Russiens annexés à la Pologne, qui luttent pour leur rattachement à l'U. R. S. S. Nous observons une attitude analogue chez les communistes d'Esthonie, de la Russie subcarpathique, etc. Mais nous avons aussi une attitude tout opposée. Par exemple, la Conférence tchéco-slovaque tenue en 1921 à Reichenberg (les communistes étaient encore au sein du Parti socialiste en qualité d'opposition), examinant la question de l'irrédentisme révolutionnaire, décida qu'en cas de révolution prolétarienne victorieuse en Allemagne, les 3 millions et demi d'Allemands annexés à la Tchéco-Slovaquie ne devaient pas se séparer de l'Etat tchéco-slovaque. Elle motivait cette décision par les intérêts de la révolution prolétarienne en Tchéco-Slovaquie.

Si nos Partis sont disposés à reconnaître comme légitime l'irrédentisme révolutionnaire, ils nient l'irrédentisme entre Etats bourgeois. Par exemple, les thèses sur la question nationale adoptées par le 2^e Congrès du P. C. polonais ne disent pas un mot du droit à la séparation de millions d'Allemands annexés à la Pologne. De même, le Parti tchéco-slovaque.

Le Parti roumain s'est prononcé pour la formation d'une République transylvanienne indépendante, contrairement aux aspirations de la population hongroise de Transylvanie, qui tend vers la Hongrie. Cette position exprime la crainte que le droit à l'autonomie ne devienne objectivement un soutien des gouvernements capitalistes étrangers.

Vous voyez combien est compliquée la question nationale et combien nos Partis doivent montrer de souplesse révolutionnaire pour concrétiser le droit à la libre disposition. Cette concrétisation de nos principes, leur adaptation aux conditions des différents pays devront être faites dans nos commissions. C'est une des tâches du 5^e Congrès. Sans cela, nous ne pourrions éviter certaines erreurs, et nos Partis en ont commis assez dans la question nationale.

Les erreurs des partis communistes dans la question nationale

Si diverses que soient ces erreurs, on peut cependant les ramener à quelques typés essentiels bien caractéristiques des survivances social-démocrates, dont beaucoup de nos camarades n'ont pas encore su se débarrasser.

Le point de vue de quelques camarades yougoslaves, entre autres Sima Markovitch et Miloikovitch, actuellement en prison, se rapporte au premier type. Je vous ai cité plus haut des chiffres sur la composition nationale de la Yougoslavie. Vous avez pu en déduire l'importance extrême de la question nationale pour le Parti yougoslave. Or, selon Markovitch et Miloikovitch, la question nationale en Yougoslavie est une invention bourgeoise. D'après eux, savoir si les Serbes, les Croates et les Slovènes forment trois nationalités ou une seule ne présente qu'un intérêt théorique et ne peut en rien influencer sur la politique du Parti. Miloikovitch va plus loin. Il affirme qu'il n'existe pas du tout de nationalités en Yougoslavie, mais seulement des différences linguistiques. Dans sa brochure : *la Question nationale à la lumière du marxisme*, et dans une série d'articles publiés dans le *Radnik*, organe du P. C. yougoslave, Markovitch réduisait la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes à une question purement constitutionnelle, la révision de la Constitution. Sa position envers la Macédoine, après son partage entre la Yougoslavie, la Grèce et la Bulgarie, joue, par rapport aux Balkans, le même rôle que ceux-ci par rapport à l'Europe. La question de la Macédoine et en particulier du port de Salonique et de l'issue sur la mer Egée provoquent une rivalité acharnée entre les petits Etats balkaniques. De plus, il y a en Macédoine un mouvement puissant en faveur de l'indépendance nationale. Eh bien ! Markovitch écrit que la question macédonienne n'est nullement une question balkanique, mais un problème européen, qui ne peut être résolu que par le triomphe du prolétariat européen sur la bourgeoisie. La conséquence pratique qui en découle pour le Parti est la nécessité de se confiner dans la passivité. Si on analyse attentivement cette position, on s'aperçoit qu'elle a son origine dans la 2^e Internationale, dans l'idée que le prolétariat, en prenant le pouvoir des mains de la bourgeoisie, acceptera les frontières qui se sont formées par une série de guerres et de violences. Nous trouvons des traces de ce point de vue dans la théorie de Otto Bauer et de Renner. Cette théorie part du point de vue des nationalistes autrichiens : conservation coûte que coûte des frontières de l'ancien Empire autrichien. Pour ses partisans, toute la question nationale, dans un pays aussi hétérogène que l'ancienne Autriche-Hongrie, se réduit en fait à une révision de la Constitution. Au droit révolutionnaire de libre disposition des peuples, les social-démocrates autrichiens opposaient la réforme nationale. Nous avons déclaré une guerre à mort à cette théorie, et pourtant, après toutes

de classes, comme si l'Allemagne, par suite de l'occupation de la Ruhr, était retournée à un état économique et social aussi primitif que celui du Maroc.

Une erreur encore plus grave est celle de l'Allemand Boris. Cet auteur, contrairement à Thalheimer, considère le prolétariat de la métropole comme le seul juge de l'opportunité pour les colonies de réaliser leur droit à l'autonomie et conditionne leur droit à la séparation, à la formation de Républiques soviétistes !

C'est la question de la possibilité de la « séparation » sous le régime impérialiste dans le cadre de l'Etat bourgeois. Lénine opposait jadis aux adversaires russes du droit à la séparation l'exemple de la Norvège. Par contre, si nous examinons attentivement l'attitude de nos camarades des Balkans, nous devons constater qu'elle est négative.

Ils font dépendre le droit à la séparation de la formation d'une Fédération balkanique des Républiques Soviétistes. Que signifie cette condition ? Les Balkans sont le nœud de la politique impérialiste des grandes puissances européennes. Attendre l'instauration du gouvernement ouvrier et paysan dans les Balkans, ce rendez-vous de tous les impérialismes, ce serait attendre la victoire du prolétariat international, ce serait ajourner longuement une question de la plus immédiate actualité. Il est hors de doute que la bourgeoisie est incapable de résoudre la question nationale. Mais cela ne veut pas dire que nous devons remettre jusqu'à la victoire de la révolution sociale l'exercice par les peuples opprimés de leur droit à la séparation.

4. Les irrédentismes, soit entre Etat ouvrier et paysan et Etat bourgeois, soit entre deux Etats bourgeois. La question revêt actuellement une acuité particulière du fait que le partage du monde après la guerre a démembré les nations et les Etats.

Un premier groupe d'irrédentismes intéresse l'Union soviétique et les Etats limitrophes. A son 2^e Congrès, le Parti polonais a décidé de soutenir les Ukrainiens et les Blancs-Russiens annexés à la Pologne, qui luttent pour leur rattachement à l'U. R. S. S. Nous observons une attitude analogue chez les communistes d'Esthonie, de la Russie subcarpathique, etc. Mais nous avons aussi une attitude tout opposée. Par exemple, la Conférence tchéco-slovaque tenue en 1921 à Reichenberg (les communistes étaient encore au sein du Parti socialiste en qualité d'opposition), examinant la question de l'irrédentisme révolutionnaire, décida qu'en cas de révolution prolétarienne victorieuse en Allemagne, les 3 millions et demi d'Allemands annexés à la Tchéco-Slovaquie ne devaient pas se séparer de l'Etat tchéco-slovaque. Elle motivait cette décision par les intérêts de la révolution prolétarienne en Tchéco-Slovaquie.

Si nos Partis sont disposés à reconnaître comme légitime l'irrédentisme révolutionnaire, ils nient l'irrédentisme entre Etats bourgeois. Par exemple, les thèses sur la question nationale adoptées par le 2^e Congrès du P. C. polonais ne disent pas un mot du droit à la séparation de millions d'Allemands annexés à la Pologne. De même, le Parti tchéco-slovaque.

Le Parti roumain s'est prononcé pour la formation d'une République transylvanienne indépendante, contrairement aux aspirations de la population hongroise de Transylvanie, qui tend vers la Hongrie. Cette position exprime la crainte que le droit à l'autonomie ne devienne objectivement un soutien des gouvernements capitalistes étrangers.

Vous voyez combien est compliquée la question nationale et combien nos Partis doivent montrer de souplesse révolutionnaire pour concrétiser le droit à la libre disposition. Cette concrétisation de nos principes, leur adaptation aux conditions des différents pays devront être faites dans nos commissions. C'est une des tâches du 5^e Congrès. Sans cela, nous ne pourrions éviter certaines erreurs, et nos Partis en ont commis assez dans la question nationale.

Les erreurs des partis communistes dans la question nationale

Si diverses que soient ces erreurs, on peut cependant les ramener à quelques types essentiels bien caractéristiques des survivances social-démocrates, dont beaucoup de nos camarades n'ont pas encore su se débarrasser.

Le point de vue de quelques camarades yougoslaves, entre autres Sima Markovitch et Miloikovitch, actuellement en prison, se rapporte au premier type. Je vous ai cité plus haut des chiffres sur la composition nationale de la Yougoslavie. Vous avez pu en déduire l'importance extrême de la question nationale pour le Parti yougoslave. Or, selon Markovitch et Miloikovitch, la question nationale en Yougoslavie est une invention bourgeoise. D'après eux, savoir si les Serbes, les Croates et les Slovènes forment trois nationalités ou une seule ne présente qu'un intérêt théorique et ne peut en rien influer sur la politique du Parti. Miloikovitch va plus loin. Il affirme qu'il n'existe pas du tout de nationalités en Yougoslavie, mais seulement des différences linguistiques. Dans sa brochure : *la Question nationale à la lumière du marxisme*, et dans une série d'articles publiés dans le *Radnik*, organe du P. C. yougoslave, Markovitch réduisait la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes à une question purement constitutionnelle, la revision de la Constitution. Sa position envers la Macédoine, après son partage entre la Yougoslavie, la Grèce et la Bulgarie, joue, par rapport aux Balkans, le même rôle que ceux-ci par rapport à l'Europe. La question de la Macédoine et en particulier du port de Salonique et de l'issue sur la mer Egée provoquent une rivalité acharnée entre les petits Etats balkaniques. De plus, il y a en Macédoine un mouvement puissant en faveur de l'indépendance nationale. Eh bien ! Markovitch écrit que la question macédonienne n'est nullement une question balkanique, mais un problème européen, qui ne peut être résolu que par le triomphe du prolétariat européen sur la bourgeoisie. La conséquence pratique qui en découle pour le Parti est la nécessité de se confiner dans la passivité. Si on analyse attentivement cette position, on s'aperçoit qu'elle a son origine dans la 2^e Internationale, dans l'idée que le prolétariat, en prenant le pouvoir des mains de la bourgeoisie, acceptera les frontières qui se sont formées par une série de guerres et de violences. Nous trouvons des traces de ce point de vue dans la théorie de Otto Bauer et de Renner. Cette théorie part du point de vue des nationalistes autrichiens : conservation coûte que coûte des frontières de l'ancien Empire autrichien. Pour ses partisans, toute la question nationale, dans un pays aussi hétérogène que l'ancienne Autriche-Hongrie, se réduit en fait à une revision de la Constitution. Au droit révolutionnaire de libre disposition des peuples, les social-démocrates autrichiens opposaient la réforme nationale. Nous avons déclaré une guerre à mort à cette théorie, et pourtant, après toutes

les polémiques, après cinq ans d'Internationale Communiste, nous observons un nouvel essor de l'école autrichienne parmi nos camarades yougoslaves.

La position de nos camarades grecs dans la question macédonienne se rapporte à la même catégorie d'erreurs. Il y a quelques mois, le Comité Exécutif de la Fédération Communiste des Balkans, prévoyant un conflit armé dans les Balkans, lança un manifeste qui invitait le prolétariat à réclamer l'indépendance de la Macédoine. Le Parti communiste grec n'a pas publié ce manifeste. Il a même protesté contre. Cette attitude est incontestablement une survivance des théories de l'école autrichienne.

Le second type d'erreurs s'explique par des survivances social-impérialistes. L'école autrichienne, pendant la guerre, s'est placée sur la plate-forme du maintien de l'intégrité du territoire autrichien. L'école social-impérialiste de Kunow, Leptcha, etc., considère un Etat dont les forces de production débordent les frontières. Ce point de vue se rapproche de celui du célèbre social-colonisateur hollandais Van Kool, qui préconisait à un des Congrès de la 2^e Internationale une politique coloniale à l'usage des partis socialistes. Or, si triste que ce soit à dire, il trouve un écho chez certains membres inconscients de nos Partis. Il y a un an, l'I. C. a appelé les esclaves des colonies à la révolte contre leurs oppresseurs. La section du Parti communiste français de Sidi-bel-Abbès, en Algérie, vota une résolution condamnant cet appel à des hommes d'une autre race, exploités par l'impérialisme français. Cette honorable section s'indignait qu'une organisation internationale de la classe ouvrière incitât les coloniaux à la plus noire ingratitude envers les colonisateurs qui leur apportent la civilisation. (*Rires.*) Je le demande aux camarades français : a-t-on exclu du Parti ces gens qui sont sans doute d'excellents Français, mais de très mauvais communistes ? Je me permets encore de demander aux camarades français dans quels documents ils ont proclamé le droit de séparation des colonies.

Sellier. — Dans le programme du Parti.

Manouïlski. — Il y a actuellement en France 800.000 indigènes. Je demande ce que vous avez fait pour les organiser, pour former parmi eux des cadres d'agitateurs révolutionnaires pour les colonies. L'armée française compte 250.000 noirs. Pensez-vous pouvoir faire la révolution sociale si demain ces 250.000 sont contre vous de l'autre côté de la barricade ? Votre classe ouvrière pourra-t-elle gagner une seule grève, si la bourgeoisie dispose de réserves noires qu'elle peut lancer à tout moment contre elle ? Avez-vous fait une propagande antimilitariste parmi les soldats noirs ? (*Sur les bancs français : Oui, oui !*)

Non, je n'ai pas connaissance d'aucun document sérieux. Je sais qu'il faut une lutte énergique pour changer l'état d'esprit du Parti. Je vais vous citer un fait qui est insignifiant en apparence, mais qui est très caractéristique pour la mentalité de nos Partis. Pendant le Congrès de Lyon, l'I. C. avait adressé un appel aux ouvriers français et aux peuples coloniaux. La rédaction de l'*Humanité*, en le publiant, a intentionnellement supprimé les mots : « Aux peuples coloniaux ». Peut-on, avec une telle mentalité, faire une propagande énergique parmi les indigènes ? Je souhaite au Parti communiste français de retourner, tout au moins dans cette question, aux traditions jauresistes. Bien des choses, dans la pratique et dans la théorie, nous séparent du dé-

funt chef du Parti socialiste français. Jaurès, qui était pacifiste, a incarné tous les traits géniaux et toutes les lacunes d'une époque entière du mouvement ouvrier. Ceux qui se souviennent des années qui ont précédé la guerre savent que sa voix s'élevait toujours résolument contre les aventures coloniales. Souvenez-vous de sa courageuse campagne contre l'aventure marocaine, qui risquait d'incendier toute l'Europe. Jaurès n'était pas pour la séparation des colonies, mais il savait attirer l'attention du pays sur la question coloniale.

Je vais vous citer encore un fait plus récent. Aux dernières élections, sur sept candidats désignés dans les colonies, il n'y avait pas un seul indigène. Pourquoi n'avez-vous pu trouver comme candidats que des représentants de la race dominante qui soulève l'indignation générale dans les colonies ?

Nos camarades anglais sont restés encore plus passifs. Ce sont eux qui sont le plus attentifs par le préjugé colonial. Marx a écrit une fois que l'ouvrier ne sera jamais libre tant que l'Irlande ne le sera pas. Il avait parfaitement compris que le prolétariat anglais ne brisera jamais le puissant organisme de l'Empire britannique tant qu'il ne sera pas soutenu par les peuples opprimés par les lords anglais. Ces paroles ont été dites il y a longtemps, lorsque l'Empire britannique n'était pas encore la plus grande puissance du monde occupant presque le tiers du globe terrestre. Nos camarades anglais croient-ils que le prolétariat anglais se libérera d'abord et ensuite apportera la rédemption aux peuples coloniaux ? Nous ne le pensons pas. Dans tous les documents que nous avons eu à examiner, nous n'avons pas trouvé un seul mot par lequel le Parti anglais se déclare clairement pour l'indépendance des colonies. On peut en dire autant en ce qui concerne l'Irlande. Pourtant, il y a eu bien des circonstances où il aurait été opportun de publier des documents de ce genre. A présent que le gouvernement ouvrier de Mac Donald est au pouvoir, vous n'avez su profiter d'aucune occasion pour soulever la question devant l'opinion prolétarienne. Comme avant, l'oppression dans les colonies anglaises continue. Lord Reading, le célèbre bourreau des Indes, reste à son poste. Le gouvernement anglais n'a même pas osé déplacer les hauts fonctionnaires qui commandent 300 millions d'Hindous. Je demande aux camarades anglais ce qu'ils ont fait pour faire pénétrer leur propagande jusqu'aux points les plus reculés des Indes. Nous vous sommes très reconnaissants d'avoir crié au moment des interventions contre la Révolution russe : « Ne touchez pas à la Russie des Soviets ». L'Internationale Communiste vous félicitera bien plus le jour où vous crierez courageusement : « Lâchez les colonies ».

Le troisième type d'erreurs se rattache aux théories de Rosa Luxembourg, à ce qu'on pourrait appeler le nihilisme national : sous le régime de l'impérialisme, tout mouvement national est condamné à être exploité par les puissances impérialistes ; les partis prolétariens doivent donc rejeter complètement de leur programme le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes. Si la théorie de Kunow est l'expression de la plus haute phase de l'impérialisme, Rosa Luxembourg est l'expression de l'enfance du mouvement ouvrier, alors que la prise du pouvoir était encore un rêve lointain.

Seul le bolchévisme léniniste a posé la question de la prise du pouvoir comme une question d'actualité et a su y rattacher les intérêts des millions d'hommes qui, dans l'échelle sociale, consti-

tuent les échelons moyens et dont la conduite sera si importante pour le triomphe de la révolution prolétarienne. Il suffit de prendre quelques résolutions de tactique de nos Partis européens pour s'apercevoir que nous ne nous sommes pas encore complètement affranchis de l'influence de Rosa Luxembourg. Je vous ai déjà indiqué les camarades yougoslaves, qui subordonnent la libre disposition des peuples à la victoire du prolétariat dans les Balkans et dans toute l'Europe. L'attitude de certains camarades allemands reflète encore plus clairement l'influence de Rosa Luxembourg.

Passons maintenant au quatrième type d'erreurs : celles de nos camarades turcs de l'*Aidinc Lyk*, qui sont en fait pour la collaboration du prolétariat et de la bourgeoisie. Cette position n'a en soi rien de nouveau. Ceux qui se rappellent l'attitude des social-démocrates ukrainiens et des socialistes polonais de l'ancienne Autriche verront qu'elle a son origine dans l'idéologie social-patriote de la 2^e Internationale.

L'Union des Républiques Socialistes des Soviets, la plus grande tentative de solution de la question nationale sous le régime de la dictature du prolétariat

Je passe maintenant à ma dernière partie : l'Union des Républiques Socialistes des Soviets, formée dans l'intervalle entre le 4^e et le 5^e Congrès. Vous savez qu'au point de vue national, la Russie est encore plus complexe que l'ancien Empire austro-hongrois. L'Autriche-Hongrie ne comptait que 11 nationalités, la Russie a en plus de 100, grandes et petites, disséminées sur l'immense territoire de l'ancien Empire des tsars. Résoudre la question nationale dans de telles conditions était extrêmement difficile. Notre solution doit servir de leçon à tous nos camarades de l'étranger.

Une autre difficulté consistait en ce que le prolétariat était surtout russe, tandis que la masse paysanne était en grande partie de nationalités différentes. L'U. R. S. S. compte environ 69 millions de Russes et 65 millions d'habitants d'autres nationalités. Notre premier objectif a été d'établir le trait d'union entre les 3 millions de prolétaires russes et la grande masse paysanne hétérogène.

Enfin, cette masse hétérogène se trouvait à des degrés différents de développement économique. Nous avons, d'une part, de grands centres industriels et, de l'autre, 10 millions de nomades. Il ne suffisait pas de proclamer l'égalité formelle des peuples. Cela n'aurait pas eu plus de résultats pratiques que la proclamation de l'égalité par la Révolution française. Nous voulons une égalité économique effective, seule garantie du développement normal des peuples qui font partie de notre République ouvrière et paysanne. C'est une tâche que nous devons résoudre par nos propres forces, avec des ressources économiques très limitées.

Lénine a dit que la Russie est, par sa situation géographique, un pont naturel entre l'Asie et l'Europe. C'est juste. Notre révolution a une double physionomie. Elle a agi sur le prolétariat européen à qui elle a rendu la confiance en soi et fait entrevoir la possibilité de s'emparer du pouvoir. Mais son influence n'a pas été moindre sur les peuples d'Orient. Kautsky, après la Révolution de 1905-1906, avait prédit que la Révolution russe éveillerait les peuples d'Orient à la vie nationale. Cette prophétie s'est réalisée. Après la Révolution d'Octobre, la Russie soviétique est devenue le

point d'attraction de tous les peuples d'Orient. Cela oblige le Parti communiste et le prolétariat russe à justifier les espoirs des peuples orientaux. Nous comprenons très bien que, dans la situation actuelle, entourés d'Etats capitalistes, nous ne serions jamais arrivés à maintenir l'indépendance des Républiques Soviétiques si nous n'avions pas formé un front unique révolutionnaire entre les peuples opprimés et le prolétariat russe, un front unique allant de la Baltique aux plaines lointaines de l'Asie. Ce n'est pas sans intention que la Vendée russe avait choisi les provinces lointaines de l'ancien Empire pour attaquer le prolétariat victorieux de Moscou et de Léninegrad. Mais la sympathie des populations de toutes ces provinces nous a permis de vaincre les chefs contre-révolutionnaires : Doutov, Sémenov, Koltchak, Dénikine. Le renégat Paul Lévi peut ironiser tant qu'il lui plaît sur le communisme bachkir et kalmyk. Il ne fait que manifester ainsi ses instincts colonisateurs.

C'est grâce à deux méthodes que nous avons réussi à réaliser cette union fraternelle de nos nationalités.

D'abord, nous avons reconnu sans réserve le droit de chaque peuple à disposer de lui-même et même à se séparer sous le régime soviétique. La proclamation de ce principe nous a permis de paralyser le nationalisme des peuples jadis opprimés par le tsarisme et d'affaiblir du même coup l'influence des partis petits-bourgeois, qui profitaient des haines nationales pour semer la méfiance.

Un article remarquable de notre Constitution permet à chaque nationalité adhérant à l'U.R.S.S. d'en sortir à n'importe quel moment. Ce droit n'est limité par aucune formalité, il se réalise par un acte unilatéral du membre adhérent. Naturellement, les professeurs de droit constitutionnel bourgeois n'y comprennent rien. Dans une étude sur la nature juridique de notre Union ouvrière et paysanne, Milioukov dit que notre Etat n'est pas une personne juridique, vu l'absence de tout élément de coercition et que, par conséquent, il ne peut prendre aucun engagement international. M. Milioukov pensait que cette analyse juridique ferait sensation parmi les Etats bourgeois et empêcherait la reconnaissance de l'U. R. S. S. Eh bien ! camarades, c'est justement cette absence de toute coercition qui rend si forte notre influence morale sur les peuples adhérant à l'U. R. S. S.

Ensuite, nous avons mis en commun les principaux éléments de nos richesses et de nos ressources naturelles, propriété commune appartenant à tous les peuples de l'U. R. S. S. La théorie bourgeoise a adapté la conception de la propriété privée à l'Etat moderne. Selon le droit bourgeois, toutes les richesses sont la propriété de la population qui vit sur elles. Il est naturel que, dans ces conditions, les questions de voies maritimes, de ports, de frontières, de douanes prennent une importance décisive et deviennent la source de conflits armés. L'Union Soviétique a créé une nouvelle théorie où la question des frontières n'a qu'une importance accessoire. Dans notre Union Soviétique, l'habitant de Mourmansk a les mêmes droits sur les ports de la mer Noire, sur le bassin du Donetz, que le paysan de Rollava et le mineur du Donetz, et les habitants d'Odessa et du Donetz ont les mêmes droits sur les mines d'or de Sibérie que le paysan sibérien et le nomade du Turkestan. Les frontières entre les Etats adhérant à l'U.R.S.S. n'ont qu'une importance administrative et ne peuvent être l'objet d'aucun conflit.

La formation de notre Union Soviétique peut être un puissant moyen de propagande pour nos Partis européens ; elle leur permet d'opposer la solution soviétique de la question à la méthode bourgeoise. C'est pourquoi notre pratique doit être l'objet de l'attention de tout le prolétariat européen. C'est par cette remarque générale que je terminerai. Je pense que la Commission nationale du 5^e Congrès prendra des décisions qui nous per-

mettront de stimuler le mouvement national dans les différents pays et de lui donner des formes révolutionnaires. Le temps des déclarations générales est passé. Il faut maintenant une action révolutionnaire positive dans les colonies et parmi les minorités nationales. Si nous y réussissons, nous aurons déjà la moitié des chances pour le succès de la Révolution mondiale, pour la cause que nous servons et que défend l'Internationale Communiste. (*Applaudissements.*)

Résolution sur le Rapport du C. E. de l' I. C.

Le 5^e Congrès de l'Internationale Communiste approuve sans réserve l'activité de l'Exécutif depuis le 4^e Congrès et constate que, sous sa direction juste et ferme, l'Internationale Communiste est presque partout sortie plus forte de cette étape d'attaques acharnées du capital combattant pour sa dictature.

Dans ces 18 mois l'offensive du capital, déclenchée déjà avant, s'est développée dans la plupart des pays capitalistes en agressions violentes contre le prolétariat révolutionnaire ; ainsi en Bulgarie, en Italie, en Allemagne, en Pologne, en Finlande, en Roumanie, en Yougoslavie, en Espagne, au Japon et aux Indes. Même en France, les représailles contre les grévistes et les arrestations en masse de communistes sont à l'ordre du jour ; en Tchécoslovaquie ce sont les lois d'exception, en Autriche les crimes fascistes, en Norvège, depuis de longs mois, les incursions presque journalières de la police, la justice de classe et la formation d'une garde blanche.

Le mouvement communiste n'a pas enduré ces attaques sans subir de lourdes pertes. Il n'a pas toujours évité les erreurs et les déviations. Cependant, dans aucun pays, la puissance capitaliste n'a été en état de briser l'organisation de l'avant-garde communiste, ni de l'isoler du gros du prolétariat.

Même en Italie, l'attaque armée contre le communisme n'a amoindri son influence sur les masses, pas même aux élections parlementaires.

En Bulgarie, après leur défaite sanglante, les ouvriers et les paysans qui avaient combattu sous la direction des communistes se rallièrent immédiatement et unanimement, lors des élections, autour du drapeau communiste.

En Allemagne, après la grande défaite du mouvement, en octobre, après une dangereuse crise intérieure et les persécutions les plus brutales, le Parti Communiste a rapidement reformé ses rangs, s'est donné une ferme direction et a démontré par une brillante victoire électorale où il a recueilli 3 millions 3/4 de voix, que sa force révolutionnaire est plus grande et plus ferme que jamais. En France et en Tchécoslovaquie, les victoires électorales des communistes ont manifesté un progrès évident de l'influence du communisme dans les masses.

En face de ces grandes luttes de classes, le Comité Exécutif a pris diverses mesures d'un caractère décisif pour la juste orientation des Sections. Le Congrès tient notamment à constater les cas suivants :

1. Aux conférences internationales d'Essen et de Francfort au printemps 1923, l'Exécutif a indiqué justement l'objectif concret de la préparation révolutionnaire intense, imposé par l'occupation de la Ruhr au prolétariat occidental,

surtout aux partis communistes d'Allemagne et de France.

2. Lorsqu'en août la montée du mouvement révolutionnaire annonça en Allemagne l'approche d'une situation favorable à la lutte décisive pour le pouvoir, l'Exécutif a justement demandé l'orientation immédiate du Parti vers cet objectif direct ; il lui a accordé à cet effet tout le concours possible et a mobilisé plusieurs autres sections pour soutenir le plus vigoureusement possible la révolution allemande.

3. Après la capitulation d'octobre, effectuée presque sans combat et rendue possible par la trahison des chefs social-démocrates et l'insuffisance de la direction communiste, il était absolument juste et nécessaire que l'Exécutif, averti par la gauche du P. C. A. et avec le soutien de cette gauche, soumette à une sévère critique l'attitude opportuniste du C. C., condamne sa déformation de la tactique du front unique lors de l'expérience saxonne et, par une lutte encore plus impitoyable contre l'opportunisme, en tire les conséquences politiques.

4. L'Exécutif avait déjà critiqué les déraillements opportunistes du Congrès de Leipzig : il avait, avant octobre, deux fois complété la Centrale désignée à Leipzig en y faisant entrer les représentants de l'opposition de gauche. Maintenant, avec son concours, l'union de la gauche et du centre en un bloc de combat contre la droite fut réalisée et la direction confiée à ce bloc, dans la certitude que le parti approuverait et confirmerait cette condamnation de la droite banqueroutière. C'est ce qui arriva. Cette solution énergique vint en aide au parti allemand, écarta le danger de scission, provoqué par les antagonismes intérieurs exaspérés, et empêcha la crise du parti allemand de dégénérer en crise de toute l'Internationale. Le mérite en revient à la classe ouvrière allemande comme au Parti allemand, qui ont exigé, avec la dernière énergie, l'extirpation des déviations de droite et qui, avec le soutien de l'I. C., ont trouvé en eux la force de sortir sans découragement et sans affaiblissement d'une crise aussi grave.

5. En face des dangers de déviations de droite que l'application de la tactique du front unique avait fait apparaître plus menaçants qu'on ne l'attendait, l'Exécutif a repoussé énergiquement comme une interprétation opportuniste toute tentative de faire de cette tactique autre chose qu'une méthode révolutionnaire d'agitation et de mobilisation des masses, toute tentative d'utiliser le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan non pas pour une agitation en faveur de la dictature prolétarienne, mais pour une coalition avec la démocratie bourgeoise. Aux appréciations opportunistes du rôle de la social-démocratie, énoncées par la droite du P. C. A., l'Exé-

cutif a répondu par une juste caractéristique de la social-démocratie comme étant en réalité l'aile gauche de la bourgeoisie.

6. Mettant à profit la leçon des événements d'Allemagne pour perfectionner l'organisation communiste, l'Exécutif a pris d'énergiques mesures, en Allemagne et ailleurs, en exigeant la constitution des cellules d'entreprises comme base des partis. Ces mesures ont abouti, dans plusieurs pays, à des résultats déjà sensibles.

7. En face de la passivité bornée et opportuniste qui s'était manifestée dans l'attitude du C. C. bulgare lors du coup d'Etat de juin, l'Exécutif s'est immédiatement efforcé, par une critique franche et très instante, de pousser le Parti dans la voie d'une sérieuse préparation à la lutte armée en face d'une attaque à prévoir de la part de la contre-révolution. Mais il n'a pas réussi à faire admettre suffisamment son point de vue à la direction du Parti. Ce n'est qu'après la défaite que ce point de vue fut adopté et sur cette plate-forme le P. C. B. resserra ses rangs et se débarrassa de son aile droite pourrie.

8. De même en France avec la collaboration de l'Exécutif et avec le soutien de la majorité du C. D., le P. C. fut épuré de la plus grande part de l'élément opportuniste et se trouva par la suite consolidé. La même opération s'est accomplie en Norvège avec les plus grandes difficultés : les communistes, minorité mal organisée, ont mené dans le parti ouvrier opportuniste une rude lutte de fraction, sans cesse exposés au danger d'être jetés à la porte par une direction hostile au communisme. L'ambition sans borne des chefs opportunistes se changeant de plus en plus en sabotage déclaré et systématique des décisions de l'Internationale et même en désertion effrontée après la défaite d'octobre, il est impossible de tolérer la continuation de ces menées au nom du communisme. Quoiqu'il fût à prévoir qu'en cas de rupture de la direction avec l'I. C., de bons prolétaires suivraient leurs chefs anticommunistes, l'Exécutif a dû demander au Congrès national du parti norvégien une décision nette pour ou contre la collaboration loyale avec l'Internationale. D'où la scission et la fondation du Parti communiste de Norvège. Pendant ces 6 mois, le P. C. N. a acquis l'autorité d'un parti révolutionnaire, par son activité et surtout par sa participation active aux grands conflits du travail.

La lutte des adversaires norvégiens de l'Internationale a eu en Suède, avec les attaques des éléments de droite, un écho qui causa quelque panique, mais fut éteint par l'Exécutif.

9. Le parti polonais a pris à son 2^e Congrès, avec la participation active du C. E. de l'I. C., des résolutions qui fournissent un terrain bolchévik solide à sa croissance et à sa consolidation. Mais son C. C. n'a pas déployé, dans son activité quotidienne, en particulier lors des grands combats d'octobre, l'activité révolutionnaire voulue. Dans les questions russe et allemande, il a soutenu la droite et a cherché à étouffer, dans ses rangs, toute critique venant de la gauche.

10. Le P. C. tchécoslovaque n'a pas été exempt de fautes et de déviation opportunistes, ce qui est apparu entre autre dans son interprétation des décisions du 4^e Congrès sur le front unique et le gouvernement ouvrier. Des hésitations et des confusions opportunistes se sont aussi fait jour chez lui dans les questions russe et allemande. Le parti y a déployé dans certains

domaines une activité plus grande, mais il n'a pas su rattacher les interventions parlementaires aux actions des masses prolétariennes ni préparer convenablement ces dernières aux futurs combats révolutionnaires.

11. Des mouvements de masse de la classe ouvrière en Hongrie montrent que la situation est mûre pour l'organisation d'un Parti communiste. Aux communistes hongrois incombe la tâche de l'organisation du parti et, pour avancer, ce travail, de hâter la liquidation déjà commencée des conflits de fractions.

12. Des déviations de droite se révélèrent ensuite au sein des partis britannique et américain dans la question du front unique et des rapports du P. C. avec les chefs du *Labour Party*, « uers parti » de la bourgeoisie. L'Exécutif a réussi à convaincre les camarades anglais et américains de la nécessité de réviser leurs opinions. Les problèmes originaux et nouveaux, posés par le mouvement révolutionnaire anglo-saxon, ont été traités en détail à plusieurs reprises par l'Exécutif et réclameront à l'avenir encore plus d'attention de la part de la direction internationale.

13. L'Exécutif a également, le cas échéant, combattu les déviations d'extrême-gauche. Dans une fraction du Parti communiste italien subsiste toujours un dogmatisme non marxiste, qui refuse par principe de régler la tactique sur les situations concrètes et, par là, entrave la capacité de manœuvre du parti. Le P. C. I., s'il veut devenir un parti de masses, doit se placer aujourd'hui sans réserve sur le terrain tactique de l'I. C. La fusion des terzinternationalistes avec le P. C. résoudra une question qui a causé des désaccords entre le P. C. I. et l'I. C. Mais, même après cette fusion, le P. C. I. devra se préoccuper de conquérir les masses qui appartiennent aujourd'hui au P. S.

14. Dans les syndicats, des progrès sont à constater dans bien des pays vers l'unité et l'intensité du travail (surtout en France). Des succès considérables (entre autres en Angleterre) ont été obtenus. En Allemagne, un état d'esprit d'extrême gauche, provoqué l'hiver dernier par la bureaucratie réformiste, a amené une masse de communistes et de sympathisants à sortir des syndicats. Le P. C. ne s'étant pas, pendant un certains temps, opposé catégoriquement à cette dangereuse déviation, l'Exécutif est intervenu de la façon la plus instante jusqu'à ce que la décision du Congrès de Francfort ait mis un terme à ce phénomène catastrophique et amené un renversement total d'opinion en faveur du travail révolutionnaire au sein des syndicats.

15. La propagande parmi les classes moyennes semi-prolétariennes et petites-bourgeoises a été souvent recommandée aux Sections pour saper la base sur laquelle repose le fascisme. On a, en effet, obtenu d'importants succès par cette tactique en Allemagne, tandis qu'en Italie on n'a abouti à rien.

16. L'Exécutif n'a cessé de recommander à toutes les Sections une agitation permanente et active en vue de gagner les paysans pauvres à la cause de la révolution prolétarienne. A cet effet le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier » a été élargi en la formule « gouvernement ouvrier et paysan ». La fondation de l'Internationale Paysanne, initiative de la plus haute importance, s'est opérée avec le concours énergique de l'Exécutif. L'élaboration d'une politique agraire communiste indépendante s'imposera prochainement à presque toutes nos Sections.

17. En ce qui concerne la question des nationalités, l'Exécutif a maintes fois rappelé à l'ordre, pour exécution défectueuse des résolutions du 2^e Congrès, les Sections pour lesquelles ce problème est d'une importance vitale. Le principe essentiel du léninisme, exigeant une action énergique et incessante des communistes pour le droit des peuples à disposer de leur sort (jusqu'à se séparer et à former un Etat indépendant) n'a pas encore été appliqué par toutes les Sections comme il conviendrait.

18. A côté de la nécessité de gagner les sympathies des masses paysannes et des minorités nationales opprimées, l'Exécutif a maintes fois souligné dans ses directives l'importance qu'il y a à obtenir l'alliance des mouvements d'émancipation nationale des peuples coloniaux et de tous les peuples orientaux au prolétariat révolutionnaire des pays capitalistes. Cela suppose non seulement une extension de la liaison immédiate de l'Exécutif avec les mouvements d'émancipation nationale d'Orient, mais encore un contact étroit entre les Sections des pays impérialistes et les colonies de ces pays et, avant tout, dans chaque pays, une lutte permanente et acharnée contre la politique coloniale de la bourgeoisie. A ce point de vue l'action communiste est partout très faible.

Pour le travail dans l'armée, le C. E., de concert avec l'I. C. des Jeunes, a obtenu de remarquables résultats (dans la Ruhr). Des sections qui avaient à combattre les plus fortes puissances impérialistes ont trop souvent négligé les leçons de Lénine sur la guerre à la guerre et ont dû être rappelées à l'ordre par l'Exécutif.

Cette ligne de conduite de l'Exécutif qui est celle de la stratégie, de la tactique et de l'organisation léniniste, doit continuer à servir de fil conducteur à toutes les Sections de l'Internationale.

La bolchévisation des partis communistes doit être réalisée conformément au testament de Lénine, en prenant en considération la situation dans chaque pays.

Ce travail commence à se développer. Dans beaucoup de Sections, les comités centraux, les groupements et les membres commencent, quoique lentement, à manifester plus d'activité. Dans les meilleurs partis, se font remarquer l'initiative, l'énergie de la force d'attaque, la capacité intelligente de manœuvre et la discipline consciente d'organisation de combat, véritablement révolutionnaires.

Il faut mener à bonne fin cette bolchévisation, inlassablement, systématiquement et sans relâche. La conscience du rôle de chef révolutionnaire du Parti communiste doit entrer dans le sang de chaque organe et de chaque membre du parti, de façon à susciter de leur part cette fidélité inébranlable qui fait du parti une organisation bolchévique et de l'Internationale un parti mondial triomphant.

Présentement il manque encore beaucoup à l'Internationale Communiste pour être un vrai parti mondial. Le Congrès rappelle aux Sections leur devoir, plus urgent que jamais, de prendre part à la solution des problèmes internationaux, par l'envoi régulier d'informations et de correspondances et à la direction collective de l'I. C., par la délégation de leurs meilleurs membres à l'Exécutif.

L'expérience a montré qu'il est souvent impossible de convoquer les congrès nationaux après le congrès mondial. Le congrès supprime cette obligation. Les congrès nationaux (ordinaires et extra-

ordinaires) ne peuvent cependant être convoqués que d'accord avec l'Exécutif.

Le Congrès charge l'Exécutif de veiller plus strictement encore que jusqu'ici à la discipline de fer de toutes les sections et de tous les dirigeants. Il constate que, dans certains cas, l'Exécutif, pour ne pas nuire au prestige de camarades de grand mérite, n'est pas intervenu avec l'énergie suffisante contre les infractions à la discipline. Il charge l'Exécutif, le cas échéant, d'agir avec plus de décision et de ne pas reculer devant des mesures exceptionnelles. Dans chaque pays et dans les organisations communistes, il faut travailler à faire fusionner l'Internationale Communiste en un seul et même parti mondial.

Avec cette ferme décision l'Internationale affrontera les prochains combats, plus riche d'expériences, plus forte que jamais, plus pleine encore de volonté de lutte et de confiance en la victoire.

LIBRAIRIE DE L'HUMANITE

120, rue Lafayette

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

N. Lénine : La Révolution Proletarienne..	4 "
— La Maladie Infantile du Communisme	4 "
— L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme.....	3 50
— Sur la Route de l'Insurrection	5 "
L. Trotsky : Terrorisme et Communisme..	7 "
— Nouvelle Etape.....	4 "
— Entre l'Impérialisme et la Révolution	4 "
— 1905	15 "
E. Varga : La Dictature du Proletariat....	6 "
G. Zinoviev : L'Internationale Communiste au travail.....	4 50
— Compte rendu de la Conférence de l'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste (Moscou, février-mars 1922).....	5 "

PETITE BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

P. Froelich : La Terreur Blanche en Allemagne	1 "
A. Giebov : Les Syndicats russes et la Révolution	0 50
Kollontai : L'Ouvrière et la Paysanne dans la République Soviétique....	0 60
Kerjentssev : Les Alliés et la Russie.....	3 "
Z. Leder : L'Offensive du Capital et l'unité du front prolétarien.....	1 50
N. Lénine : Les Problèmes du Pouvoir des Soviets	épuisé
— Le rôle de la Jeunesse Communiste	0 40
Rosa Luxembourg : Le Programme Communiste	0 75
Karl Radek : La Tactique Communiste et l'Offensive du Capital....	1 25
I. Staline : Le Léninisme théorique et pratique	2 "

L'impérialisme français avant et après la guerre

L'impérialisme français, malgré les protestations pacifistes des différents gouvernements qui se sont succédé au pouvoir depuis plusieurs dizaines d'années, est un fait qu'il n'est pas possible de contester.

Sans remonter aux expéditions lointaines du Second Empire, au Mexique, en Russie, en Cochinchine, où Napoléon III, instrument des financiers de Paris et de Londres, engloutit des milliers d'hommes, il est facile de retrouver plus près de nous des manifestations de l'impérialisme français.

Après la guerre de 1870, qui avait été pour la bourgeoisie française un rappel aux réalités, les visées expansionnistes des classes dirigeantes de France se manifestèrent en Afrique et en Asie.

Les pays neufs, ainsi qu'on les appelait alors, semblaient être pour la troisième République — digne continuatrice de la politique de *vasselage* de l'Empire à l'égard des financiers — une proie facile, où l'expansion impérialiste pouvait aisément se développer sans faire courir de risques intérieurs ou extérieurs au nouveau régime républicain.

Les conquêtes coloniales de la III^e République

Le 12 mai 1881, sous la pression des troupes françaises qui avaient envahi la Tunisie, un traité de protectorat était imposé par la République Française au Bey de Tunis, qui s'engageait « à procéder aux réformes administratives, judiciaires et financières que le gouvernement français jugera utiles ».

En fait, sous le couvert du protectorat, la Tunisie passait au rang de colonie française, qu'elle occupe encore. Ses habitants sont accablés d'impôts, se trouvent soumis à un régime d'exception qui entrave complètement toute liberté de presse et d'opinion.

L'intervention française de 1881 en Tunisie avait été provoquée par des dissensions entre le gouvernement français et le gouvernement tunisien, à propos d'un emprunt de 35 millions de francs, consenti à la Tunisie par un groupe de banques françaises.

Nous verrons dans d'autres cas que les emprunts consentis par les financiers français à certains pays d'outre-mer n'étaient qu'un moyen de réaliser les visées de rapines de ces requins sur des pays accablés à des difficultés financières.

En 1883 le cabinet ultra-démocrate de Jules Ferry, chaud partisan de la liberté de conscience, de l'école laïque, etc., inaugurerait sa venue au pouvoir en obligeant l'Annam à reconnaître le protectorat français, ce qui constituait une étape vers l'annexion de la *presqu'île d'Indo-Chine* tout entière.

En même temps, sous des prétextes futiles, un corps expéditionnaire de troupes était envoyé dans la grande île de Madagascar pour en faire la conquête.

Une des principales raisons qui poussèrent le gouvernement français à s'emparer de Madagascar fut que cette île contenait de riches mines d'or, et qu'une des grosses banques d'alors, le *Comptoir National d'Escompte de Paris*, y voulait étendre son champ d'action. Cette banque devait, par la suite, jouer le rôle de banque d'émission à Madagascar.

Cette époque fut le temps béni de la spéculation financière. Les banques se livraient à des augmentations de capital formidables : il s'agissait de conquérir de nouveaux marchés et d'employer les capitaux attirés par cette fièvre de spéculation.

Le *Comptoir National d'Escompte*, qui joua à cette époque un rôle de premier plan dans la politique coloniale française, possédait à ce moment une agence à Saigon (Cochinchine), installée en 1862 à la suite de la conquête de ce pays par le gouvernement de Napoléon III.

Cette position, pourtant remarquable, près de l'embouchure du Mékong, grand fleuve au trafic commercial extraordinaire, ne suffisait pas à cette banque. En 1884, la guerre éclatait entre la France et la Chine. Les troupes françaises s'emparèrent du Tonkin après une lutte acharnée, et le 9 juin 1885, la paix signée entre la France et la Chine consacrait la conquête du Tonkin par les Français.

La colonie, appelée depuis *Indo-Chine française*, était conquise. Sa superficie est de 711.000 kilomètres carrés, contenant 19 millions d'habitants, de riches mines de houille, de fer, de cuivre, d'étain, des exploitations agricoles florissantes, produisant surtout du riz qui constitue la principale exportation de la colonie (957 millions de francs de riz exportés en 1921), d'immenses forêts pouvant fournir d'excellents bois de construction et des essences rares.

L'Indo-Chine française fit de la petite agence du *Comptoir d'Escompte* à Saigon le noyau sur lequel vint se former la *Banque de l'Indo-Chine*, au capital de 72 millions de francs, qui joue dans ce pays le rôle de banque d'émission. Son influence s'étend non seulement sur les richesses économiques de l'Indo-Chine, mais aussi sur plusieurs provinces de la Chine méridionale, entre autres celle du Yunnan, se trouve menacée par les visées de la *Banque de l'Indo-Chine*, jouissant de l'appui des gouvernants français.

En 1888, le pape reconnaît le protectorat français sur les catholiques d'Orient, ce qui permet aux missionnaires catholiques, agents zélés de l'impérialisme français, d'intriguer dans le Proche-Orient, tandis que la *Banque Impériale Ottomane*, où figurent les mêmes financiers que dans la *Banque de l'Indo-Chine*, alliés à des financiers anglais, participe activement au pillage des richesses de l'Empire Ottoman.

En septembre 1888, de grandes commandes d'armes sont faites par la Russie aux gros métallurgistes français. Le mois suivant, un emprunt russe est souscrit à Paris pour payer le matériel de guerre, fourni en grande partie par Schneider (le Creusot).

En août 1890, est consacrée, par un accord franco-anglais, la souveraineté de la France sur le Territoire du Niger et du Sahara Occidental et Moyen, qui sont groupés sous le nom de : *Afrique Occidentale française* (superficie : 3.640.000 kilomètres carrés, 12 millions d'habitants).

En juillet 1891, a lieu la visite de l'escadre française à Cronstadt, prélude de l'alliance franco-russe.

En 1892 se produit la conquête du Dahomey, qui est rattaché à la colonie du Soudan français.

En janvier 1894 est conclu un traité d'alliance

entre la France et la Russie, dirigé contre l'Allemagne.

En juillet 1901 est signé, entre un représentant français et le sultan du Maroc, un accord « qui a pour base l'intégrité territoriale de l'Empire chérifien (Maroc) et l'assistance réciproque des deux pays pour le maintien de l'ordre ».

Cet accord doit préparer la mainmise française sur le Maroc qui, avec la Tunisie, déjà annexée en fait, formera un digne pendant de l'Algérie et réalisera les visées impérialistes françaises en augmentant l'influence française en Méditerranée.

En mars 1910, un emprunt de 90 millions de francs était consenti par les grandes banques parisiennes au sultan du Maroc. Un an après exactement, le sultan du Maroc, se trouvant dans une situation financière très difficile, accepte, moyennant la somme de un million de francs et des menaces précises, de signer avec le gouvernement français un traité dans lequel il reconnaît en fait la domination française.

La signature de ce traité ne suffit pas pour que l'annexion du Maroc, sous la forme d'un protectorat français, pût être effectivement réalisée. La conquête militaire du Maroc commençait sous le commandement du général Lyautey, officier colonial, qui avait déjà participé à la conquête de Madagascar.

Le général Lyautey, maintenant maréchal de France, jouit au Maroc, de pouvoirs dictatoriaux, sa méthode de « pacification » consiste à rejeter vers les hauts sommets de l'Atlas et les régions désertiques, les tribus qui ne se sont pas encore soumises à la domination française. Cela amène la disparition par la famine des indigènes non soumis que des lignes de postes fortifiés empêchent de descendre vers les fertiles vallées où ils séjourneraient auparavant.

Les riches territoires agricoles enlevés aux Marocains sont la plupart du temps remis pour des prix dérisoires à de grosses sociétés financières françaises, qui, grâce au bon marché de la main-d'œuvre affamée, réalisent des bénéfices considérables.

L'exploitation des richesses agricoles et minières du Maroc s'opère sous le contrôle et au profit de la Banque de Paris et des Pays-Bas, une des principales bénéficiaires de la conquête du Maroc.

En 1916 furent signés, entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie, des accords secrets tendant au partage entre ces trois puissances des territoires appartenant à l'Empire Ottoman.

La France se réservait la Syrie et la Cilicie ; en 1922, à la suite de combats extrêmement violents, qui se terminèrent à l'avantage des Turcs, la Cilicie dut être évacuée.

Quant à la Syrie, elle se trouve sous le régime des pays à mandats soumis au contrôle de la Société des Nations, la France étant mandatée pour tenir les Syriens en tutelle. C'est là une nouvelle forme d'annexion déguisée ; le haut commissaire en Syrie est actuellement le général Weygand, qui ne se maintient qu'en s'appuyant sur une nombreuse armée.

Parmi les bénéficiaires de l'occupation militaire française en Syrie, signalons la Banque de Syrie, filiale de la Banque Impériale Ottomane et de la Société Générale, cette dernière se trouvant dans l'orbite de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Ces deux banques se trouvent alliées dans le fameux chemin de fer de Bagdad, voie de pénétration vers l'Extrême-Orient, dont l'Allemagne possédait avant-guerre une bonne partie du contrôle. C'est dans la lutte pour le contrôle de ce

chemin de fer entre financiers franco-britanniques, d'une part, et allemands, de l'autre, qu'il faut voir une des principales causes de la guerre de 1914-18.

En 1912 éclate la première guerre des Balkans, entre la Turquie et la Bulgarie, la Serbie, le Monténégro, la Grèce. Tous les ennemis de la Turquie possèdent un matériel de guerre fabriqué en grande partie en France, fourni par Schneider et Cie (le Creusot) et payé grâce aux emprunts consentis par les banquiers parisiens avec l'appui du gouvernement français.

En janvier 1913 se produit l'élection de Poincaré à la présidence de la République. Les possibilités de guerre avec l'Allemagne se précisent et s'accroissent, la durée du service militaire en France est augmentée d'un an (loi de trois ans).

La politique d'encerclement de l'Allemagne se développe avec le concours de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie et de la Serbie, qui n'est qu'un instrument entre les mains des financiers français.

Les intrigues des financiers de Londres et de Paris aboutirent enfin, et ce fut la guerre. Nous en connaissons aujourd'hui les conséquences.

Les conquêtes coloniales françaises furent à ce moment d'un précieux concours pour l'Entente. Les indigènes de l'Afrique du Nord, les noirs de l'Afrique Occidentale et Equatoriale furent râtés par dizaines de milliers pour former des troupes d'assaut vouées au massacre dans les offensives meurtrières du front occidental. Les intempéries des zones de combat décimèrent une grande partie de ceux qui avaient échappé au carnage.

Les conditions dans lesquelles s'est fait le recrutement des indigènes en Afrique sont abominables. Une prime était accordée par homme recruté aux commandants militaires chargés des missions de recrutement. Les villages, cernés avec les mitrailleuses, furent le théâtre de scènes ignobles qui rappellent celles qui illustrèrent la traite des esclaves. Les malheureux enrôlés de force furent amenés vers la côte pour l'embarquement, enchaînés, dans de telles conditions que beaucoup périrent en route.

En Indo-Chine, des scènes du même genre se produisirent. On parlait cyniquement, dans la grande presse, du « réservoir humain » que constituait l'empire colonial.

Les malheureux indigènes algériens, tunisiens, marocains, noirs, qui ont dû servir dans les armées de la République française, ne jouissent d'aucun droit civil, malgré les promesses qui leur ont été faites pendant la guerre.

Leur exploitation continue, et leur exportation comme chair à travail vers les mines et usines de la métropole se développe.

Après la guerre

La fin de la guerre n'a pas fait cesser les manifestations de l'impérialisme français, bien au contraire.

Les armées françaises occupèrent, aussitôt après l'armistice : la Hongrie, la Russie méridionale ; elles intervinrent en Sibirie, aux côtés des troupes japonaises, britanniques, américaines, tchéco-slovaques, pour essayer d'écraser la Révolution russe avec l'aide de Koltchak.

Plus tard, la France finance l'aventure de Wrangel, dont le coût réel n'a jamais été avoué, mais dont on connaît le dénouement.

Les troupes françaises tinrent garnison en Hongrie et en Bulgarie pendant un certain temps ;

l'occupation dure encore au Maroc, en Rhénanie, dans le bassin de la Ruhr, dans la Sarre.

Des missions militaires et navales, dites de contrôle et grassement payées, siègent à Berlin, Vienne, Budapest, Sofia.

L'armée tchéco-slovaque est dirigée par le général français Mittelhauser, qui est en même temps chef de la mission militaire française auprès de l'armée tchéco-slovaque.

En Pologne, le matériel de guerre est fourni par la France, grâce à des emprunts consentis par le gouvernement français. Un nouvel emprunt de 400 millions de francs a été dernièrement consenti, dont le montant passera dans les coffres des industriels et des financiers français, fournisseurs de matériel de guerre. La Pologne réalise le triple but de conserver aux magnats de l'industrie lourde et de la haute banque française, le contrôle des richesses minières et industrielles polonaises ; d'être l'instrument, le cas échéant, des visées françaises sur la Russie ; de constituer sur le flanc de l'Allemagne une menace permanente.

D'autres missions militaires françaises dirigent les armées serbe et roumaine, dont la puissance ne se maintient que grâce aux centaines de millions prêtés à fonds perdus par la France, sous la forme de matériel de guerre.

La Zivnostenka Banka de Prague, qui se trouve sous le contrôle de Schneider (le Creusot), constitue le centre de l'influence française en Tchéco-Slovaquie. Cette banque contrôle la plus grande partie de l'industrie et de la finance tchéco-slovaque.

L'Autriche n'échappe pas au contrôle du capitalisme français, qui rayonne aussi sur l'Europe Centrale par la Banque des Pays de l'Europe Centrale, de Vienne, dont le président Jules Cambon, ancien ambassadeur de France à Berlin, dirige les manœuvres politiques, sous l'égide suprême de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

L'activité économique de la Serbie subit en partie le contrôle de la Banque Franco-Serbe, où Schneider et la Banque de l'Union Parisienne occupent les positions dominantes.

En Roumanie, l'influence française est représentée par la Banque Marmarosch Blank and Co, de Bucarest, que contrôle la Banque de Paris et des Pays-Bas.

En Lithuanie et en Lettonie, se trouvent les membres de la mission militaire en pays baltiques, qui, d'après le rapport spécial annexé au budget général de 1924 (Rapport 6489 du 13 novembre 1923 à la Chambre des députés) « a été créée pour servir d'organe d'information sur la Russie et a été maintenue tant que la situation politique de cette région n'aura pas été stabilisée ».

Des officiers français ont été chargés de la réorganisation de la gendarmerie en Turquie. D'autres missions militaires d'instruction se trouvent au Japon, au Brésil, au Pérou, en Uruguay, au Guatemala, en Grèce.

On voit que l'accusation d'impérialisme que l'on a lancé contre la France capitaliste n'est pas un vain mot.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur les manifestations de l'impérialisme français aux colonies.

C'est de là que doivent sortir les mercenaires chargés non seulement des expéditions militaires à l'extérieur, mais aussi de « maintenir l'ordre à l'intérieur ».

D'après la nouvelle organisation militaire, les unités, composées d'indigènes africains pour la plupart, doivent être casernés à proximité des grands centres industriels.

La question coloniale doit prendre, en France, une importance considérable dans l'activité du Parti Communiste. Ce sera là une des meilleures manières de combattre et de terrasser l'impérialisme français, dont nous espérons avoir donné ci-dessus un aperçu qui ne soit pas trop incomplet.

Il reste à étudier quelle est l'importance économique des colonies pour le capitalisme français, c'est là une besogne qui ne manquera pas d'intérêt ; nous essaierons de nous y appliquer.

DUPLEIX.

L'assainissement de la Hongrie

L'assainissement financier d'une contre-révolution. — Ses débuts. — Les revendications des petites gens. — Budapest occupé par la gendarmerie de Horthy.

L'assainissement financier de la Hongrie — ce chef-d'œuvre — avait été commencé sous l'impulsion des conservateurs anglais. Le « gouvernement travailliste » accepta de collaborer avec Horthy pour parfaire cet assainissement. La Bourse anglaise devait couvrir en grande partie l'emprunt étranger de la Hongrie et la couronne hongroise être stabilisée sur la base de la livre sterling, et non comme la couronne autrichienne sur celle du dollar.

Le 3 août, il était convenu que 346.000 couronnes hongroises papier vaudraient 1 livre sterling or et que, à partir de ce jour, le cours de la couronne hongroise ne devrait varier qu'en rapport avec les fluctuations de la livre sterling.

Il était en même temps convenu que bien que la couronne or valût 15.232 couronnes papier, elle en vaudrait désormais 17.000, et que le chiffre de 17.000 serait le coefficient officiel.

Il y a donc une différence de 13 % entre la valeur réelle et la valeur conventionnelle de la cou-

ronne or. Cette mesure, purement technique, crée ainsi une nouvelle charge de 13 % pour tous les contribuables. On a pu constater, le jour même de la stabilisation de la couronne et les jours suivants, qu'à la suite du renchérissement constant de la vie, la puissance d'achat de la couronne stabilisée s'est encore abaissée.

La stabilisation de la couronne est la base de l'assainissement des finances hongroises. Mais, dès cette première étape, on a dû constater qu'elle est fondée sur des apparences économiques, fait que, par suite du gâchis des finances, le gouvernement est absolument impuissant à dissimuler.

Un autre fait très important s'est révélé aussitôt. Précisément à la veille de la stabilisation de la couronne, on a réglementé les traitements des fonctionnaires. Les catégories les plus contre-révolutionnaires de fonctionnaires ont vu augmenter leurs émoluments ; des suppléments extraordinaires ont été alloués à la police, à la gendarmerie, à la magistrature. Les membres du Parlement ont reçu une indemnité de logement énorme (500 couronnes or par trimestre). Tous ces appointements et indemnités parlementaires ont été multipliés par 17.600 au lieu de 17.000.

On peut déjà prévoir quelles seront les suites de cet assainissement, auquel les diverses couches de la population ont commencé à réagir comme suit :

1) Les chômeurs ont demandé à la traction social-démocrate du Parlement la convocation immédiate du Parlement afin de faire voter un secours de chômage. Ils ont demandé, en outre, le moratorium des loyers pendant le chômage. Ils préparent de grandes manifestations pour le cas où leurs revendications ne seraient pas acceptées.

2) A Pecs, grande ville de province, on bâtit 800 maisons ouvrières pour les mineurs. Les ouvriers se sont mis en grève, exigeant, contre la volonté du syndicat, des salaires réels sur la base du temps de paix.

3) L'association des commerçants a protesté contre l'abrogation, l'an prochain, de la loi sur les loyers ; les commerçants préparent une grève s'il n'est pas fait droit à leurs doléances.

4) Les cultivateurs, petits et moyens, ont exigé la diminution des nouvelles contributions nécessitées par l'assainissement, et un moratoire des dettes et contributions foncières.

5) L'association des petits commerçants et vendeurs au détail a exigé la suspension des saisies pour non-paiement des contributions, déjà annoncées contre plus de 30 % des intéressés.

6) Les catégories inférieures des fonctionnaires d'Etat exigent des améliorations.

7) Dans les milieux prolétariens, l'opposition a exigé dans les organisations social-démocrates la formation d'associations de locataires destinées à réclamer, par une action de masse, la révision du statut des loyers.

La semaine de la stabilisation, pendant laquelle la presse officielle a fêté le gouvernement Horthy comme le reconstruteur de la patrie, a provoqué une telle irritation, surtout à Budapest, qu'une contre-offensive de presse a dû être lancée. L'organe central des social-démocrates a dénoncé le « travail des agents provocateurs ».

Avant et pendant la semaine de la stabilisation, le gouvernement Bethlen a concentré à Budapest la gendarmerie de province. Cette gendarmerie a patrouillé dans les rues sur des camions automobiles munis de mitrailleuses. Sur demande du « parti social-démocrate », le représentant du président du Conseil a reçu une députation des chômeurs et leur a promis l'annulation des loyers échus, des travaux d'intérêt public, et des crédits... au patronat afin qu'il ne soit pas forcé de suspendre la production...

Si même les actions de masses ont été écartées par la concentration des « spadassins en uniforme », la complicité de la social-démocratie et les promesses gouvernementales, l'attitude de la population caractérise nettement son opinion sur l'assainissement.

Le fond de l'assainissement hongrois, c'est la colonisation du pays, c'est-à-dire l'exploitation du prolétariat des villes et des campagnes dans l'intérêt des grands agrariens et du capital national et étranger. Mais dans un pays où les travailleurs ont exercé pendant quatre mois la dictature, puis passé courageusement à l'école de la terreur blanche, ce plan ne pourra être exécuté sans un renforcement coûteux des forces réactionnaires.

Et les trois démocrates Macdonald, Masaryk, Bethlen, le savent. Dès maintenant, pour six habitants en état de gagner leur vie par leur travail, qu'ils soient ouvriers, employés de commerce, boutiquiers, débitants, intellectuels, il y a un

fonctionnaire de l'Etat, administrateur, policier, receveur des contributions, ou gendarme, à nourrir avec sa famille.

L'assainissement de la Hongrie nous paraît enfin condamné pour des raisons économiques.

La contre-révolution hongroise a un caractère tout à fait particulier. La haute société hongroise s'est tellement entourée de gardes prétoriennes que le petit pays compte actuellement plus de fonctionnaires supérieurs que la Hongrie d'avant le traité de Trianon.

D'autre part, les gentry et les « Hongrois réveillés », ultra-réactionnaires, auxquels le gouvernement de Bethlen ne peut pas toujours se fier, jouent aussi leur rôle dans le pays.

La grève des mécaniciens de locomotives l'an dernier, et les extravagances des nationalistes dans les administrations ont prouvé que le gouvernement de Bethlen n'a pas encore su se créer un appareil puissant et souple. Dans la mesure où les possibilités d'un mouvement révolutionnaire se développeront, l'indocilité de l'appareil d'Etat se fera nettement sentir.

Le deuxième point capital du plan d'assainissement est le maintien intégral des privilèges des grands agrariens.

La Hongrie est avant tout un pays agricole. Dans ce pays, un plan qui augmente de plus en plus le contraste entre la situation d'un millier de grands agrariens et celle de plusieurs centaines de milliers de petits cultivateurs, ne pourra pas être réalisé.

Bien que l'impôt sur le chiffre d'affaires figure en premier lieu sur les feuilles de contributions, impôt d'ailleurs appliqué d'une façon absolument inusitée (un article qui doit être manufacturé est imposé dans toutes ses transformations — de l'état brut jusqu'à sa consommation — chaque fois de 3 %, au total jusqu'à 21 %, parfois !), l'Etat veut encore participer aux bénéfices, ce qui ne peut, en général, avoir lieu que si les entreprises se liguent ou forment des trusts. Le gouvernement Horthy encourage par tous les moyens la formation des trusts et des cartels, même dans des domaines où la possibilité économique leur manque absolument.

Il n'est pas nécessaire de démontrer comment cette politique influe sur le renchérissement de toutes choses, à commencer par les allumettes pour finir par les loyers. La production elle-même est finalement entravée.

Qui paie, en fin de compte ?

L'ouvrier d'industrie gagne maintenant en moyenne 400.000 couronnes-papier par semaine ; or, le minimum d'existence est à peu près de 800.000 couronnes. Un journalier agricole travaillant la saison gagne 3 quintaux de blé. Une députation s'en est plainte au ministre de l'Agriculture qui fut lui-même jadis journalier agricole et qui a trouvé ces salaires « invraisemblables ».

Le prolétariat hongrois, urbain et rural, a assez de traditions et d'expérience révolutionnaires pour connaître les causes de son esclavage. Il n'est pas le jouet des illusions démocratiques ; il ne sera pas trompé par les réclames de l'assainissement. La bourgeoisie gouvernante lui offre chaque jour le spectacle renouvelé de scandales bien faits pour entretenir dans les masses la défiance et le mépris de maîtres qui se sont imposés par la terreur. Un des effets de l'assainissement, c'est le réveil de la tradition héroïque de la dictature du prolétariat.

E. LANDLER.

La première organisation des Bolcheviks pour la préparation de l'insurrection armée

SOUVENIRS

Les événements de l'année 1905 mirent au premier plan la question de la préparation de l'insurrection armée. Les collaborateurs politiques du Parti social-démocrate (bolchéviks), qui avaient de bonnes liaisons avec la masse ouvrière, avaient pleine conscience de la nécessité de passer de la parole à l'action.

Tout le prolétariat, toujours prêt à s'opposer à l'autocratie dans la lutte de rue, sentit l'insuffisance de sa préparation militaire et des moyens matériels. Il n'avait encore aucune arme : il fallait pourtant s'en procurer à tout prix. L'armée était encore complètement aux mains de généraux tsaristes. Dans de telles conditions, l'armement du prolétariat était une nécessité pressante.

Mais il fallait également gagner l'armée, comme combattant pour la réalisation des buts révolutionnaires. Sous l'influence de ces questions pressantes, qui exigeaient une solution rapide, la nécessité de la fondation de nouvelles cellules d'organisation se faisait sentir dans notre Parti.

Cette idée se trouvait pour ainsi dire déjà dans l'air ; au milieu de février 1905, elle prit des formes concrètes. Quelques camarades furent désignés, qui décidèrent de renoncer à la propagande et à l'agitation immédiates parmi les ouvriers, pour pouvoir se consacrer entièrement à la création d'un nouveau type d'organisation. Cette organisation devait, en unissant les ouvriers dans des groupes de combat, donner la possibilité de se procurer ou de créer la quantité nécessaire d'armes.

Cette idée, si je m'en souviens bien, fut très bien accueillie par le camarade Gussen, qui était, à cette époque, représentant du Comité Central du Parti à Petrograd. Le Comité Central désigna le camarade Burénine pour cette tâche. Burénine était un camarade très énergique, assez éprouvé au point de vue conspiratif. Il avait notamment un grand talent pour éduquer et grouper les militants. Bientôt, il avait créé autour de lui un petit groupe, d'où sortit ensuite une organisation, qui entretenait de bonnes relations avec les ouvriers, les jeunes étudiants et les intellectuels sympathisant avec l'insurrection armée.

Au commencement, se trouvaient, dans ce nouveau groupe, qui ne portait pas de nom précis, les camarades Burénine N. E., Drabkina F. L. (la femme de Gussev) et Posner S. M. (qui portait le nom conspiratif « Fatja Nikolaïevna », et aussi, pendant quelque temps, « Natalia Petrowna »).

La tâche fondamentale fut la préparation des masses ouvrières à la possibilité du choc armé avec l'autocratie. Le groupe ne jouissait, en dehors de la large sympathie de grandes couches du prolétariat et des jeunes étudiants, d'aucune ressource. C'est pourquoi il lui fallait construire pas à pas son organisation. Naturellement, son activité se heurta aux obstacles les plus difficiles.

Comme cette organisation n'était qu'une nouvelle forme de l'organisation du Parti ouvrier social-démocrate russe, il nous fallait suivre strictement ses principes et sa tactique et rester sur le

terrain ferme de l'orientation générale du Parti, en particulier en ce qui concerne la question de la terreur et des complots terroristes individuels.

La formation de la nouvelle organisation entraînait fatalement et tout de suite le danger suivant : dès qu'on serait en possession d'armes, le désir surgirait chez des ouvriers emportés et chez la jeunesse étudiante de régler le compte des ennemis les plus proches, des maîtres les plus hais ou des adversaires politiques des milieux gouvernementaux. C'est pourquoi il fallait faire comprendre à chaque nouveau membre de cette organisation et à tous ceux qui prenaient une part quelconque à ses travaux, la nécessité de respecter strictement les mots d'ordre et la discipline du Parti, c'est-à-dire de s'opposer à la terreur individuelle préconisée par la doctrine socialiste-révolutionnaire.

Bien que nous fussions forcés de nous écarter de la propagande ouverte des idées social-démocrates, nous ne pouvions naturellement pas les abandonner tout à fait ; nous nous limitons à certaines questions de notre tactique.

Une autre question, non moins importante, qui surgit déjà lors des premiers pas organisatoires et exigeait une solution nette, c'était celle de la structure de l'organisation : fallait-il imiter les anciennes organisations conspiratives terroristes, ou fallait-il garder la structure social-démocrate de l'organisation du Parti ? On ne pouvait considérer cette question comme secondaire.

Nous décidâmes, comme dans la question de la terreur, de ne nous occuper ni des affaires de complot, qui sont très séduisantes surtout pour la jeunesse, ni exclusivement des choses conspiratives. Nous décidâmes de nous appuyer d'abord sur les ouvriers déjà organisés, et, plus tard, sur des couches plus larges d'ouvriers, pour qu'ils fabriquent eux-mêmes des armes à l'intérieur de leurs usines ou de leurs ateliers avec des matériaux qui se trouvaient entre leurs mains.

Ici, une nouvelle question grave surgit : à qui fallait-il confier de préférence les armes ainsi fabriquées ou apportées du dehors ? Pour solutionner cette question, il fallait s'appuyer sur la structure générale du Parti, les comités de ville, les comités du rayon, les cellules de ville et d'usine. Sur la même base, il fallait aussi construire les cadres armés, en considérant que les diverses parties de notre organisation étaient impropres à l'usage des armes, et que d'autres ne pouvaient pas s'en occuper, à cause de leurs tâches immédiates dans les cellules du Parti. La question fut résolue de telle manière que les diverses parties de l'organisation de la ville devaient désigner dans leurs rangs de petits groupes ouvriers qui semblaient, à tout égard, les plus capables pour ce travail. Ils furent incorporés dans les rangs de la nouvelle organisation, mais ne pouvaient, en aucun cas, être enlevés à leurs cellules de Parti.

Ainsi, toute l'organisation pour la préparation de l'insurrection armée fut basée sur la collabora-

tion la plus étroite avec les autres organisations des bolchéviks à Pétrograd. Ces ouvriers ne trouvaient pas toujours sympathie et aide chez les vieux camarades du Parti. Il y avait bien du scepticisme. Parfois, la nouvelle activité était même réprouvée par des membres du Parti comme un passe-temps quelconque et nuisible, ce qui ne fortifiait ni l'énergie, ni les moyens matériels de la nouvelle organisation.

Après avoir précisé ainsi les questions fondamentales, nous entreprîmes sa réalisation pratique. Le camarade Burénine (dont le nom conspiratif fut « Hermann »), pendant quelque temps aussi « Nikolai Nikolaïewitsch » s'engagea avant tout à nouer des relations avec la Finlande et l'étranger, d'entretenir la liaison avec le Comité Central. Moi, j'avais la tâche de mettre debout notre organisation de Pétrograd.

Au commencement, nous ne disposions, pour notre travail, d'aucune ressource. Immédiatement après le 9 janvier 1905, avant de commencer mon travail dans la nouvelle organisation, j'allais à Tschémigow, où j'espérais pouvoir faire une collecte d'au moins vingt à trente mille roubles pour notre Parti. Mais, après mon arrivée, je dus me convaincre que les libéraux de la province, troublés par les événements de janvier, n'étaient pas pressés de vider leurs poches pour les besoins de la Révolution. Au lieu de la somme promise, je reçus 2.500 roubles. L'organisation de Pétrograd mit à notre disposition une partie de cet argent. Mais, d'une façon générale, l'argent rendait assez bien ; c'était l'époque de la « fraternisation » de la bourgeoisie libérale avec les révolutionnaires de toute nuance.

L'organisateur, extrêmement énergique et intelligent, qu'était le camarade Burénine, eut bientôt établi des liaisons régulières avec la Finlande et réglé la livraison d'armes par des camarades finlandais.

A ce moment, nous avions organisé, presque dans tous les arrondissements, des groupes d'ouvriers qui s'occupaient de la question de l'insurrection armée. Ils recevaient de nous des armes et des instructions. Des étudiants caucasiens, ayant fait leur service militaire, réunissaient, quelque part à l'extérieur de la ville, nos ouvriers et les instruisaient. Les soldats des casernes voisines, avec qui nos camarades entretenaient des relations amicales, les y aidaient. Nous avions également noué des relations avec des officiers de la flotte baltique, qui sympathisaient avec l'idée de l'insurrection armée.

Déjà au mois de mai, mais surtout en novembre 1905, on nous envoyait souvent des revolvers de la Finlande. Le réseau de notre organisation dans la ville s'était élargi à ce moment, et nous étions déjà à même d'armer presque toutes les cellules avec un certain nombre de revolvers. Les membres du Comité Central et des comités de rayons, auxquels incombait la direction de la préparation à l'action armée, reçurent des armes. Par le zèle de la jeunesse étudiante et ouvrière, l'activité devint si vive que le désir d'une action prochaine passa au premier plan. Pour ce travail clandestin, très intéressant, mais aussi très dangereux (cacher et transporter les armes), nous ne manquions jamais de camarades dévoués. La jeunesse aspirait de tout son cœur à la lutte décisive.

Nous avions des centres d'information bien organisés, où l'on discutait souvent non seulement les questions techniques, mais aussi le point de vue des mencheviks dans les questions de

la préparation de l'insurrection armée, ainsi que l'attitude de notre Parti en ce qui concerne la terre. On discutait sur la stratégie de la lutte dans les rues, et on désignait déjà les rues et les maisons qui devaient servir de centre de rassemblement pour nos forces de combat. On se réunissait très souvent dans notre quartier conspiratif, situé quelque part, dans une ruelle déserte.

Dans plusieurs arrondissements, les ouvriers se mirent bientôt à fabriquer, dans leurs ateliers, une sorte de poignards et de couteaux. Nous attachâmes une importance particulière à la fabrication de grenades à main. De temps en temps, des ouvriers vinrent au siège du groupe avec une découverte militaire ou un plan quelconque.

On décida, par la suite, d'envoyer un chimiste en Bulgarie pour qu'il se mette à l'étude, avec l'aide de camarades révolutionnaires de là-bas, de la fabrication d'armes. Notre espoir de recevoir un envoi important d'armes de l'étranger, par le vapeur *John Crafton*, fut détruite, le bateau ayant fait naufrage. Notre camarade revint de Bulgarie après deux ou trois semaines déjà, en apportant un système de fabrication de grenades à main, très appropriées à nos buts. Notre organisation conspirative n'a pas sauté, probablement parce qu'aucun provocateur n'a pu s'introduire dans le centre de cette organisation. Avec le commencement de la Révolution, l'esprit de lutte s'accroît chez beaucoup d'ouvriers de Pétrograd. Ils se disent : « Le revolver est dans la poche et les grenades à main sont prêtes. »

Lorsque plus tard, après l'insurrection de Cronstadt, en 1905, les marins durent fuir devant les mercenaires du gouvernement tsariste, Burénine rendit possible, à beaucoup de marins, la fuite à l'étranger, grâce à la liaison régulière avec la Finlande.

P. POSNER.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur

EN RUSSIE SOVIETISTE

L'accroissement de la classe ouvrière en 1923

En raison du développement de l'industrie russe et du regain d'activité économique qui s'est manifesté depuis l'année 1923, le nombre des ouvriers employés dans la plupart des industries s'est élevé, surtout dans les industries lourdes, comme le démontre le tableau suivant :

Industries	NOMBRE D'OUVRIERS (en milliers)		
	dans l'U.S.S.R.		à l'exception de la Transcaucasie
	Au 1 ^{er} janv. 1924	Au 1 ^{er} janv. 1923	Au 1 ^{er} janv. 1924
Matériaux de construction, briques, etc...	34,7	28,6	34,1
Verre	33,7	29,4	32,7
Extraction du charbon	186,0	161,6	176,4
Extraction de minerais	171,1	132,2	145,2
Métallurgie	51,6	43,7	45,5
Machines, instr., etc...	218,6	196,5	213,0
Bois	60,6	51,9	59,6
Industrie chimique ...	59,8	58,7	59,3
Moulinage	28,8	29,0	26,7
Sucre	33,1	40,5	33,0
Alimentation	46,5	43,3	44,3
Tabac	19,6	19,3	17,6
Cuir et Produits animaux	34,1	34,0	32,7
Coton	251,5	226,1	250,4
Laine	59,4	57,2	59,0
Soie	3,7	4,1	2,8
Lin	71,4	58,5	70,0
Autres textiles	16,0	13,7	16,0
Chaussures, Confection	51,3	51,8	50,3
Papier	26,4	21,8	26,2
Imprimerie	53,7	43,4	50,7
Arts et Sciences appliqués	3,5	3,4	3,5
Industrie hydraulique.	26,7	22,7	23,8
Total.....	1.541,9	1.371,4	1.472,8

Ainsi, il y aurait eu une augmentation de 101.400 ouvriers, dont 62.000, c'est-à-dire 62 %, ont été absorbés par les industries produisant les moyens de production (combustible, minerais, construction de machines, matériel métallique de construction, bois, grande industrie chimique). Parmi les industries légères, c'est le textile qui a absorbé la plus forte proportion d'ouvriers. On sait que le textile est l'une des branches industrielles les plus favorisées. Un accroissement rapide s'est manifesté dans les industries urbaines, telles que le papier et l'imprimerie. Mais, dans les autres branches, la proportion des ouvriers est restée stationnaire ou bien a diminué. Cet état de choses était dû à une sensible réduction du pouvoir d'achat des paysans, en raison de l'écart qui existait entre les prix des produits manufacturés et les prix des produits agricoles. D'ailleurs, depuis le mois de janvier de cette année, avec l'introduction d'une monnaie stable, les prix se sont égalisés, les branches des ciseaux se sont rapprochées, et on est en droit d'espérer que la proportion des ouvriers industriels aura encore augmenté. Toutefois, dans l'ensemble, les industries soviétiques n'employaient

encore, au 1^{er} janvier 1924, qu'environ 58 % des travailleurs employés en 1913. La table qui suit indique quelles ont été les fluctuations dans les principales industries :

Industries	NOMBRE D'OUVRIERS (en milliers)		pourcent. 1914 par rapport à 1913
	1913	1 ^{er} janv. 1924	
Toutes les industries	2.700,0	1.541,9	57,0
Coton	479,8	251,5	52,3
Laine	90,7	59,4	65,4
Soie	31,5	3,7	11,7
Lin et Chanvre.....	85,0	85,5	100,5
Papier	41,8	26,4	63,1
Imprimerie	49,7	53,7	108,1
Bois	100,2	60,6	60,5
Métallurgie et Machines	340,7	270,2	79,2
Produits minér. (mines et usines)....	213,5	68,4	32,1
Cuir et Produits animaux.....	42,2	46,8	110,9
Moulinage	36,9	28,9	78,3
Raffinage du sucre.	154,8	33,1	21,4
Alimentation	98,3	46,5	47,3
Tabac	28,3	19,7	69,8
Produits chimiques..	45,8	46,1	100,5
Cuivre (extraction et travail)	25,9	3,2	12,3
Fer (extraction et travail)	274,9	108,0	37,4
Pétrole (extraction et raffinage)	44,0	36,5	83,0
Houille	191,5	186,0	97,1
Tourbe	31,3	84,6	270,0
Sel	18,3	12,2	66,7
Or et platine.....	88,6	14,5	16,4
Allumettes	20,5	13,6	54,5

Ainsi, il y a eu une réduction d'environ un demi-million dans le nombre des travailleurs industriels depuis 1913 ; ce sont les industries de la soie, du cuivre, de l'or, du platine, du sucre, du fer et des minerais qui ont le plus souffert. Bien que, dans la plupart des industries produisant des moyens de production, le nombre des ouvriers ait augmenté dans des proportions remarquables au cours de l'année qui précède, le total est resté malgré tout considérablement au-dessous de celui d'avant-guerre. Toutefois, on remarquera avec satisfaction que le nombre des ouvriers employés dans les industries du charbon, du pétrole et de la construction des machines, atteint presque le nombre d'avant-guerre, et dans l'imprimerie, le cuir, les produits chimiques, la tourbe, il est même au-dessus.

Il faut bien noter que le chiffre de 1.500.000 travailleurs industriels ne comprend pas les ouvriers des transports, qui, à eux seuls, atteignent 1 million ; il ne comprend pas non plus les employés de bureau, fonctionnaires, instituteurs, etc.

Depuis 1914, et du fait de la guerre, la proportion des femmes employées dans l'industrie avait augmenté considérablement. En 1918, la proportion des hommes se releva pour baisser de nouveau au cours des années difficiles de guerre civile et de famine, quand de nombreux ouvriers s'enfuyèrent dans les campagnes. Mais, vers la fin de 1921, il y eut un nouveau reflux dans les villes et, au 1^{er} janvier 1924, la proportion des hommes atteignait presque celle de 1913.